

Niveau(x) d'enseignement: 0  
Centre d'intérêt: 170

Numéro EDUQ : 9570897

Monnier, Daniel, 1941-.

La situation linguistique et culturelle de l'Outaouais / par Daniel Monnier, Françoise Morin, Gilles Sénéchal. -- [Québec] : Conseil de la langue française, 1982.

iii, 106 p. : 28 cm. -- (Notes et documents / Conseil de la langue française du Québec : 25)

Notes (part. bibliographiques) au bas des p.

ISBN 2-550-02362-5

Cote Dewey: 409.7142/M749s

Descripteur(s): \*Francophone \*Anglophone \*Démographie \*Bilinguisme  
\*Langue de travail

Identificateur(s) de sujet: \*Loi 101 \*Environnement linguistique

Comment, cinq ans après sa promulgation, la Charte de la langue française s'est-elle insérée dans la trame de la réalité outaouaise? À l'occasion de la consultation régionale, les auteurs ont cherché à connaître les principaux fils qui composent cette trame et à comprendre comment les individus et les groupes les croisent au sein même de leur existence quotidienne. Ils font ressortir certains enjeux et posent quelques questions sur l'avenir des francophones et de la minorité anglophone de l'Outaouais.

La première partie du document décrit la situation démographique et culturelle, soulignant à l'occasion les composantes économiques de la région pour expliquer la place du français dans l'univers de travail. La deuxième partie, à l'aide des enquêtes menées par le Conseil de la langue française, analyse la manière dont les adultes et les jeunes expriment leurs dilemmes quotidiens sur les plans linguistique et culturel. Enfin, la troisième partie examine l'ensemble de la situation linguistique et culturelle et les problèmes qu'elle soulève, à l'aide des perceptions des groupes et des associations de la région.

Les francophones de la région de l'Outaouais doivent côtoyer une majorité d'anglophones, vivre dans le voisinage immédiat d'un univers anglo-saxon. Devant ce fait, il convient de se demander quelle minorité ou quelle majorité doit, à l'avenir, faire l'objet d'attention spéciale de la part du Gouvernement québécois. La minorité anglophone qui profite des solides avantages de sa proximité avec l'Ontario? La majorité francophone qui vit quotidiennement le syndrome de minoritaire dans l'agglomération Hull-Ottawa? Par delà ces interrogations se pose le problème de la coexistence de deux communautés linguistiques qui, tout en vivant en harmonie, se définissent chacune un espace linguistique et culturel spécifique et original.

Type de document: r  
Région(s) administrative(s): 07

---



**LA SITUATION LINGUISTIQUE ET CULTURELLE  
DE L'OUTAOUAIS**

*par*

*Daniel MONNIER  
Françoise MORIN  
Gilles SÉNÉCHAL*

Conseil de la langue française

LA SITUATION LINGUISTIQUE ET CULTURELLE  
DE L'OUTAOUAIS

PAR:

DANIEL MONNIER

FRANCOISE MORIN

GILLES SÉNÉCHAL

*Cet ouvrage a été publié par  
le Service des communications  
du Conseil de la langue française*

Dépôt légal - 1<sup>er</sup> trimestre 1982  
Bibliothèque nationale du Québec

ISBN 2-550-02362-5

TABLE DES MATIÈRES

|                                                                                                                                |    |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| INTRODUCTION.....                                                                                                              | 1  |
| PREMIÈRE PARTIE: L'ÉTAT DE LA SITUATION LINGUISTIQUE ET<br>CULTURELLE DE L'OUTAOUAIS.....                                      | 3  |
| <u>Introduction</u> .....                                                                                                      | 5  |
| 1.1. L'Outaouais sans Ottawa.....                                                                                              | 7  |
| 1.2. La communauté régionale de l'Outaouais.....                                                                               | 9  |
| 1.2.1. L'explosion démographique de la région de la<br>capitale nationale.....                                                 | 12 |
| 1.2.2. L'attraction exercée par l'anglais.....                                                                                 | 13 |
| 1.2.3. Les composantes du marché du travail.....                                                                               | 15 |
| 1.2.4. La situation des francophones et des anglo-<br>phones par rapport à l'enseignement collé-<br>gial et universitaire..... | 18 |
| 1.2.5. L'infrastructure culturelle.....                                                                                        | 20 |
| <u>Conclusion</u> .....                                                                                                        | 21 |
| <u>Bibliographie de la première partie</u> .....                                                                               | 24 |
| DEUXIÈME PARTIE: LE VÉCU LINGUISTIQUE DANS LA RÉGION DE<br>L'OUTAOUAIS.....                                                    | 25 |
| 2.1. Le vécu linguistique de la population adulte franco-<br>phone.....                                                        | 28 |
| 2.1.1. Les opinions.....                                                                                                       | 28 |
| 2.1.2. Les comportements.....                                                                                                  | 31 |

TABLE DES MATIÈRES (suite)

|                                                                                                                                     |    |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| 2.1.2.1. La langue du travail.....                                                                                                  | 31 |
| 2.1.2.2. La langue de consommation des<br>médias.....                                                                               | 36 |
| 2.1.2.3. Langue de communication avec les<br>commerces et les services publics.....                                                 | 38 |
| 2.2. Le vécu linguistique des jeunes Hullois.....                                                                                   | 39 |
| 2.2.1. La conscience linguistique des jeunes Hullois<br>francophones.....                                                           | 40 |
| 2.2.2. La conscience du fait français chez les jeunes<br>Hullois anglophones.....                                                   | 42 |
| <u>Conclusion</u> .....                                                                                                             | 46 |
| <u>Liste des tableaux</u> .....                                                                                                     | 49 |
| <br>TROISIÈME PARTIE: LES ENJEUX LINGUISTIQUES À TRAVERS LES<br>PRISES DE POSITION PUBLIQUES DES GROU-<br>PES ET DES INDIVIDUS..... | 69 |
| 3.1. Un retour en arrière: les réactions de 1977 à la<br>Loi 101.....                                                               | 71 |
| 3.2. Les débats actuels sur la situation linguistique<br>et culturelle.....                                                         | 74 |
| 3.2.1. L'affichage et les raisons sociales<br>(chapitre VII).....                                                                   | 75 |
| 3.2.2. Les tests linguistiques (articles 20 et 35).....                                                                             | 77 |
| 3.2.3. La francisation de l'Administration des sec-<br>teurs public et parapublic (chapitre IV).....                                | 79 |
| 3.2.4. Le marché du travail (chapitre VI).....                                                                                      | 80 |
| 3.2.5. La question scolaire (chapitre VIII).....                                                                                    | 82 |

|                                                                                           |     |
|-------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| 3.3. L'avenir des communautés francophone et anglophone:<br>les enjeux linguistiques..... | 92  |
| 3.3.1. Premier enjeu: une définition des communau-<br>tés du territoire.....              | 92  |
| 3.3.2. Deuxième enjeu: le visage de l'Outaouais.....                                      | 95  |
| 3.3.3. Troisième enjeu: les inquiétudes institu-<br>tionnelles des anglophones.....       | 96  |
| 3.3.4. Quatrième enjeu: ghetto ou intégration?.....                                       | 97  |
| 3.3.5. Cinquième enjeu: le développement de la région<br>de l'Outaouais.....              | 98  |
| <u>Bibliographie de la troisième partie.....</u>                                          | 100 |
| <u>CONCLUSION.....</u>                                                                    | 103 |



## INTRODUCTION

La Charte de la langue française a pour objectif d'assurer la protection et le plein épanouissement de la langue et de la culture françaises au Québec. Elle ne vise pas à cerner des situations spécifiques, mais elle est plutôt conçue de manière à s'adapter avec souplesse aux cas particuliers. Près de cinq ans après sa promulgation, comment cette Charte s'est-elle insérée dans la trame de la réalité outaouaise?

À l'occasion de la consultation régionale, nous avons cherché à connaître les principaux fils qui composent cette trame et à comprendre comment les individus et les groupes les croisent au sein même de leur existence quotidienne. En terminant, nous avons fait ressortir certains enjeux et posé quelques questions portant sur l'avenir des francophones et de la minorité anglophone de l'Outaouais.

La première partie fait une description de la situation démographique, linguistique et culturelle, soulignant à l'occasion les composantes économiques de la région pour expliquer la place du français dans l'univers du travail. Dans la deuxième partie, à l'aide des enquêtes menées par le Conseil de la langue française, on analyse la manière dont les adultes et les jeunes expriment leurs dilemmes quotidiens sur les plans linguistique et culturel. Enfin, dans la troisième partie, on examine l'ensemble de la situation linguistique et culturelle et

les problèmes qu'elle soulève, à l'aide des perceptions des groupes et des associations de la région.

Cette approche de la réalité outaouaise n'a pas la prétention d'être exhaustive; nous sommes conscients que nous n'en saisissons pas toutes les facettes et toute la complexité. Car, si beaucoup de nos informations proviennent d'une documentation régionale, sur plusieurs points, cette dernière est souvent incomplète. En outre, la documentation et les données régionales ont été examinées et étudiées par des analystes de l'extérieur de la région. Notre travail devra donc être complété lors des rencontres organisées pour la consultation régionale et au moment du colloque qui suivra.

Nous pensons cependant que cette analyse, même incomplète, est suffisante pour soulever des questions pertinentes et alimenter les discussions à venir.

PREMIÈRE PARTIE

L'ÉTAT DE LA SITUATION LINGUISTIQUE ET CULTURELLE

DE L'OUTAOUAIS



### Introduction

La région de l'Outaouais ressemblerait à s'y méprendre à la région de l'Abitibi-Témiscamingue sans la capitale du Canada située sur les bords de l'Outaouais en face de l'agglomération Aylmer-Hull-Gatineau. À elle seule, la fonction publique fédérale générerait directement, en 1979, près de 103 000 emplois<sup>1</sup> dans la région métropolitaine Hull-Ottawa, entraînant par là même une série de répercussions sur les plans démographique, socio-économique et socioculturel et ce, non seulement du côté ontarien mais également sur le territoire québécois.

Mis à part, en effet, la portion québécoise qui vit sous l'influence des développements de la capitale canadienne, l'Outaouais est une région caractérisée par l'exploitation de ses ressources naturelles qui sont principalement la forêt, l'agriculture, le plein air et le potentiel hydro-électrique. Certes, on pourrait signaler, comme autre caractéristique, la proximité de la frontière ontarienne et l'attraction que peut exercer par exemple la ville ontarienne de Pembroke sur les villages frontaliers du comté de Pontiac; mais une fois qu'on a identifié comme principaux facteurs explicatifs la présence d'un réseau routier plus adéquat du

1. Commission de la Capitale nationale, Rapport annuel 1979-80, s.l., C.C.N., p. 30.

côté de la frontière ontarienne et les services plus diversifiés qu'on retrouve habituellement dans un centre peuplé, on ne voit pas en quoi cette partie de l'Outaouais pourrait se distinguer de celle de l'Estrée qui jouxte la frontière américaine ou de celle du Bas-Saint-Laurent et de la Gaspésie qui borde le Nouveau-Brunswick.

Étant donné que, seule, la communauté régionale de l'Outaouais vit sous l'influence de la capitale canadienne et que le reste de l'Outaouais, soustrait presque entièrement à cette influence, se comporte différemment, il ne semble pas approprié de parler de cette région comme formant un tout; ce qui caractérise la zone frontalière et plus particulièrement la région de Hull ne vaut pas nécessairement pour l'ensemble de l'Outaouais. On s'accorde généralement à dire que cette région, n'étant pas homogène et fonctionnelle, ne serait pas à proprement parler une région administrative; elle ne posséderait pas de centre majeur indépendant et autonome capable de polariser le développement de l'ensemble de la région<sup>2</sup>. Aussi convient-il, pour comprendre le présent et avant de s'interroger sur l'avenir linguistique et culturel de cette région, de rappeler brièvement les principales caractéristiques de l'Outaouais rural, pour ensuite nous attarder aux éléments distinctifs de la communauté régionale de l'Outaouais.

2. Gouvernement du Québec, Office de planification et de développement du Québec, La problématique de l'Outaouais, s.l., O.P.D.Q., "Les schémas régionaux", 1979, XV-209 p., p. 19.

### 1.1. L'Outaouais sans Ottawa

Sur les plans socio-économique et socioculturel, la proximité d'Ottawa n'a pas beaucoup de répercussions sur le reste de la région en dehors de la communauté régionale de l'Outaouais. Tout comme les autres régions ressources du Québec, l'Outaouais, à part la région de Labelle, connaît depuis 1961 un dépeuplement qui dépend surtout de l'émigration d'une partie importante du groupe d'âge 25-44 ans; il en résulte que le groupe des 65 ans et plus est plus considérable que dans l'ensemble du Québec<sup>3</sup>. Dans le secteur primaire, ce dépeuplement des régions rurales serait, comme dans d'autres parties du Québec, surtout attribuable à la baisse très marquée des opérations forestières, causée par la faible demande dans la construction domiciliaire et le ralentissement de la production dans les usines de pâtes et papier; ce dépeuplement est également imputé à la déstructuration de l'agriculture et à la spéculation sur les terres agricoles. De même, le secteur secondaire n'est pas assez dynamique pour enrayer l'émigration de la population active: les industries de transformation des ressources naturelles (bois, produits agricoles) sont peu développées et l'infrastructure touristique est très déficiente. Signalons enfin qu'on attribue généralement une bonne partie du sous-développement régional aux carences de l'infrastructure routière<sup>4</sup>. On comprendra qu'en

---

3. Ibid., pp. 38-40.

4. Ibid., pp. 43-94.

pareil contexte, une bonne partie de la population active se voit forcée d'émigrer pour s'assurer un emploi.

Parce qu'elles sont de faible densité, dispersées et souvent isolées, les communautés rurales sont départagées sur le plan des activités culturelles, des équipements publics et de l'animation disponible; les foyers de diffusion culturelle y sont donc peu nombreux et peu diversifiés<sup>5</sup>.

À part quelques hebdomadaires, les médias de communication proviennent de l'extérieur de la région. Par ailleurs, les distances, le relief accidenté et la faible densité de la population rendent difficile et coûteuse la desserte de la région par les médias électroniques. Aucun média parlé ou écrit, francophone ou anglophone, n'assure le service de façon continue et entière pour l'ensemble du territoire de l'Outaouais; aucun ne couvre les réalités et les problèmes spécifiques à la région, ce qui ne favorise pas "le développement d'une conscience régionale ou d'un sentiment d'appartenance"<sup>6</sup>. Vue sous l'angle des médias de communication, la région apparaît disloquée: l'est et le sud-est de la région, constitués par les zones de Labelle et de Papineau, vivent sous l'influence de la région métropolitaine de Montréal alors que le sud-ouest, composé des zones de Pon-

---

5. Ibid., pp. 20-21.

6. Ibid., p. 115.

tiac et de la communauté régionale de l'Outaouais, est surtout influencé par les médias majoritairement anglophones de l'est ontarien et en particulier d'Ottawa<sup>7</sup>.

Enfin, la population rurale de l'Outaouais n'est pas toujours desservie de façon heureuse par le réseau d'éducation. La répartition nord-sud du réseau routier et l'éparpillement de la population rendent problématique le développement des services d'éducation. On reproche souvent à ces services de répondre surtout "aux besoins de la structure tertiaire de la région métropolitaine d'Ottawa-Hull, ce qui incite les jeunes qui viennent poursuivre leurs études dans les autres centres urbains à ne pas retourner, une fois formés, à leur lieu d'origine"<sup>8</sup>.

#### 1.2. La communauté régionale de l'Outaouais

La communauté régionale, qui regroupe les villes de Aylmer, Hull, Gatineau et Buckingham, représente la portion la plus peuplée

7. Du côté francophone, par exemple, le journal Le Droit d'Ottawa a un bureau à Hull et couvre, surtout au Québec, la région de la communauté régionale de l'Outaouais. Il pousse ensuite une pointe vers le nord du côté de Maniwaki et vers le sud-est, du côté de Papineauville jusqu'à la rivière de la Petite Nation; à l'ouest, la couverture de la région de Pontiac est faite de façon plus sporadique.

8. O.P.D.Q., La problématique de l'Outaouais, op. cit., p. 117.

de l'Outaouais. En 1976, elle regroupait 70% de la population régionale comparativement à 60% en 1961, ce qui signifie une augmentation pour cette zone de l'ordre de 53%.

Cette croissance est attribuable entièrement aux développements de la fonction publique fédérale et à la construction, à Hull, d'édifices à bureaux fédéraux au cours de la dernière décennie.

On sait qu'en 1969, lors de la conférence constitutionnelle des premiers ministres des gouvernements fédéral et provinciaux, ces derniers avaient convenu de "faire des villes d'Ottawa-Hull et de leurs banlieues la région de la capitale nationale"<sup>9</sup>. En outre, il semblait urgent d'étendre la fonction publique fédérale du côté québécois afin de "manifester concrètement la commune appartenance des Canadiens anglais et français à la Confédération"<sup>10</sup>. Il convenait donc que "la capitale nationale, expression de toutes les cultures du pays, réunisse les deux grands groupes linguistiques"<sup>11</sup>. En érigeant des bâtiments fédéraux du côté de Hull, on devait veiller à poursuivre simultanément trois objectifs: "équilibrer le développement urbain sur les deux rives de la rivière des Outaouais, ... favoriser l'essor économique de Hull, essentiellement tributaire alors de l'industrie du papier et, enfin, protéger le caractère francophone de Hull"<sup>12</sup>.

9. Commission de la Capitale nationale, Rapport annuel 1977-1978, s.l., C.C.N., p. 11.

10. Ibid., p. 13.

11. Ibid., p. 13.

12. Ibid., pp. 11-12.

Dix ans plus tard, on déclare que la mission est accomplie: une étude effectuée par la Commission de la Capitale nationale en 1979 établissait que 18% (18 851 comparativement à 84 129) de la main-d'oeuvre fédérale avaient franchi l'Outaouais et se trouvaient maintenant à Hull<sup>13</sup>. Ce mouvement est dorénavant freiné: l'engagement de nouveaux effectifs dans l'administration fédérale est ralenti et la décision est arrêtée de relocaliser dans l'avenir les unités administratives vers d'autres régions du Canada.

Certes, l'érection d'édifices fédéraux a eu des répercussions importantes dans la région de Hull, mais elle a aussi consolidé des tendances déjà existantes. En effet, la présence d'Ottawa et de l'infrastructure de la capitale nationale s'était fait sentir du côté de la communauté régionale de l'Outaouais bien avant la construction d'édifices. Elle a eu et elle continue d'avoir des incidences notamment sur les plans démographique, linguistique et culturel; nous allons tenter de décrire ces influences et l'attraction que l'entité Hull-Ottawa exerce, en regardant certes la région de la capitale nationale comme un ensemble intégré, mais également sous l'angle spécifique des réalités et des perspectives québécoises de développement.

13. Commission de la Capitale nationale, Rapport annuel 1979-80, op.cit., p. 28.

### 1.2.1. L'explosion démographique de la région de la capitale nationale

Il semble que la population de la communauté régionale de l'Outaouais se soit accrue de 28% entre 1961 et 1971 et de 17,4% de 1971 à 1976<sup>14</sup>. La croissance démographique dans cette zone explique, pour une très large part, le fait que celle de la région administrative de l'Outaouais soit devenue l'une des plus rapides au Québec.

Qu'en est-il de cette croissance plus spécifiquement dans la région métropolitaine Hull-Ottawa? Pendant la période 1961-1971, la population de cette région a augmenté de près du tiers; un peu moins du quart de cette population (23,5%) vivait alors du côté du Québec. Mais, alors que francophones et anglophones augmentaient dans des proportions équivalentes du côté de Hull, la proportion des francophones diminuait du côté d'Ottawa, passant de 25% à 22%.

Pendant la période suivante, de 1971 à 1976, la croissance du côté de Hull a été presque deux fois plus forte: 18% comparativement à 9,9%; ce qui fait que le quart de la population métropolitaine vit du côté de Hull. Cependant, durant cette période, la proportion des anglophones a augmenté plus rapidement du côté de Hull que celle des francophones (25,4% contre 16,0%) alors que, du côté d'Ottawa, la proportion des francophones

14. O.P.D.Q., La problématique de l'Outaouais, op. cit., p. 133.

continuait à décroître, passant de 22% à 21%; ainsi, pendant que la population en général croissait rapidement du côté de Hull, la proportion de francophones diminuait en importance de 1,5% et, du côté d'Ottawa, elle diminuait aussi mais dans une proportion légèrement moindre, soit 1,1%<sup>15</sup>.

#### 1.2.2. L'attraction exercée par l'anglais

Le recensement de 1971 nous permet de répartir la population non seulement selon la langue maternelle, mais également selon la connaissance des langues officielles. Nous avons tenté un croisement des deux séries statistiques pour la région métropolitaine Hull-Ottawa dans le but d'établir le nombre d'unilingues et, en même temps, de mesurer la force d'attraction de chacune des deux langues officielles. Dans la région de la capitale canadienne, 85% des non-francophones ne connaissent que l'anglais comparativement à 36% des francophones qui ne connaissent que le français. Fait à signaler, on retrouve des proportions identiques du côté du Québec dans la région de Pontiac où les anglophones constituent 57% de la population. Si on compare, de ce point de vue, la partie québécoise à la partie

---

15. Charles Castonguay, "La minorisation de la population de langue maternelle française dans les régions de Hull et d'Ottawa, de 1961 à 1976", Le Droit, 3 août 1978 et, du même auteur, "Le recul du français dans l'Outaouais", dans: Jean Cimon, Le dossier outaouais, Québec, Éditions du Pélican, 1979, 183 p., pp. 64-80.

ontarienne, on remarque que l'écart est moins prononcé: 63% des non-francophones ne connaissent que l'anglais alors que 49% des francophones ne connaissent que le français.

Du côté ontarien, la proportion des unilingues anglophones augmente pour se situer aux alentours de 87% alors que les francophones unilingues ne sont plus que 18%. La force d'attraction de l'anglais est donc très grande puisque, du côté du Québec, plus de la moitié (51%) des francophones déclarent avoir une connaissance de l'anglais alors que seulement un peu plus d'un tiers (37%) des non-francophones ont une connaissance du français. Du côté de l'Ontario, plus des trois quarts (78%) des francophones connaissent l'anglais contre seulement 13% des non-francophones qui disent avoir une connaissance du français<sup>16</sup>. Il est bien probable que l'attraction exercée par l'anglais s'explique à la fois par le poids démographique des anglophones dans la région de la capitale et par le fait que la plupart des emplois créés dans la région sont plus ou moins directement liés à la fonction publique fédérale qui doit desservir la population canadienne majoritairement anglophone.

16. Statistique Canada, recensement de 1971, catalogue nos 92-725 et 92-726. Pour effectuer nos calculs, nous avons soustrait le nombre de ceux qui déclaraient ne connaître aucune des langues officielles de ceux qui se classaient dans "langue maternelle autre" et nous avons ajouté le solde aux personnes qui se déclaraient de langue maternelle anglaise pour former la catégorie des non-francophones.

### 1.2.3. Les composantes du marché du travail

En 1976, dans la région métropolitaine Hull-Ottawa, près d'un emploi sur trois (31%) appartenait à la fonction publique fédérale. Du côté québécois, la proportion est moins grande: un emploi sur cinq dépend de la fonction publique fédérale<sup>17</sup>. Les autres emplois sont reliés à quelques compagnies multinationales oeuvrant dans le domaine du bois ou encore aux commerces et services qui gravitent autour de l'administration publique fédérale. Récemment, on a noté un essor dans l'industrie de l'imprimerie et de l'édition, dû principalement au voisinage des institutions fédérales.

En général, on attribue peu de dynamisme aux agents économiques, même sur le territoire de la communauté régionale de l'Outaouais; les petites et moyennes entreprises sont peu nombreuses, pas assez en tout cas pour profiter de la présence du gouvernement fédéral, et les institutions coopératives faiblement représentées. On semble relier cette situation à trois causes principales: le voisinage immédiat de l'est ontarien beaucoup plus dynamique sur les plans industriel et commercial, la présence des compagnies multinationales oeuvrant dans la transformation du bois et, enfin, un manque d'entrepreneurs causé par l'attrait de la sécurité d'emploi au sein de l'administration publique fédérale. La présence des sociétés d'État et de l'administration publique fédérales n'ont pas suscité du

17. Commission de la Capitale nationale, Rapport annuel 1979-80, op. cit., p. 30.

côté québécois des activités industrielles et commerciales correspondant à celles qu'on retrouve du côté ontarien. Ces activités sont même déficitaires puisqu'on considère que la population de la communauté régionale de l'Outaouais effectue environ 35% de ses achats commerciaux du côté ontarien<sup>18</sup>. Tout ceci explique pourquoi on calculait qu'en 1971, environ "les deux tiers des déplacements pour le travail dans la région se dirigeaient vers l'Ontario, notamment vers les centres d'Ottawa et de Pembroke"<sup>19</sup>. À cette époque, on estimait que près de 25 000 travailleurs migrants de l'Outaouais se dirigeaient quotidiennement vers la province voisine<sup>20</sup>. Depuis, cette situation a évolué légèrement, puisque maintenant près de 19 000 emplois fédéraux sont situés en territoire québécois, ce qui signifie que des Ontariens doivent maintenant se rendre quotidiennement à leur travail du côté du Québec.

Quelle langue de travail les travailleurs migrants parlent-ils? Il y a tout lieu de croire que, du côté ontarien, ce soit habituellement l'anglais, compte tenu du poids démographique de ceux qui utilisent habituellement l'anglais; du côté d'Ottawa, près de 77% de la population déclaraient l'anglais comme langue d'usage en 1971<sup>21</sup>.

18. O.P.D.Q., La problématique de l'Outaouais, op. cit., pp. 133-136.

19. Ibid., p. 10.

20. Ibid., p. 48.

21. Statistique Canada, recensement de 1971, catalogue n° 92-726.

La possibilité d'utiliser le français au travail en Ontario est liée à la Loi fédérale sur les langues officielles promulguée il y a plus de 12 ans pour assurer des services de qualité égale aux citoyens francophones et anglophones. Or, le commissaire aux langues, monsieur Max Yalden, alors qu'il comparaisait récemment devant un comité spécial des Communes chargé d'étudier la situation du bilinguisme au pays, reconnaissait que "même à Ottawa, un francophone éprouve de très grandes difficultés à travailler dans sa langue dans la fonction publique"<sup>22</sup>. Même si les fonctionnaires anglophones utilisent le français pour environ 20% de leur temps de travail, "l'anglais demeure la langue de prédilection des échelons supérieurs"<sup>23</sup>. Ces derniers ne semblent pas encourager leurs subalternes francophones à communiquer dans leur langue. À tel point que "les fonctionnaires francophones qui ont pris l'habitude de travailler en anglais ont désormais du mal à s'adapter au travail dans leur propre langue"<sup>24</sup>.

Faut-il croire que la situation linguistique dans l'administration fédérale du côté de Hull soit maintenant tout à fait différente? Il ne semble pas puisqu'on prévoyait qu'en 1982, seulement 28,6% des nouveaux

22. Extrait du reportage de Denis Lessard intitulé "Même à Ottawa, le travail en français est très difficile", Le Droit, 4 novembre 1981.

23. Loc. cit.

24. Loc. cit.

emplois à Hull seraient francophones, ce qui correspondrait en gros à la moyenne de 30% observée dans l'ensemble des organismes fédéraux de la capitale fédérale<sup>25</sup>. La prépondérance des fonctionnaires anglophones dans les institutions fédérales de Hull et la dispersion des francophones dans les divers organismes auront des répercussions sur la langue du travail comme dans tous les autres domaines. En outre, comme la Charte de la langue française ne peut s'appliquer aux organismes fédéraux, le Québec ne peut rien faire pour assurer l'utilisation du français dans un domaine de la vie aussi important que le travail et ce, dans une région majoritairement francophone.

De plus, étant donné la faible proportion des anglophones vraiment bilingues dans l'administration fédérale, il y a tout lieu de croire que, dans les commerces et les services du centre de la ville de Hull qui gravitent autour des édifices fédéraux, la langue de communication soit habituellement l'anglais; ce qui donne peu à peu un caractère anglophone à la ville de Hull.

1.2.4. La situation des francophones et des anglophones par rapport à l'enseignement collégial et universitaire

Les établissements postsecondaires de la communauté régionale de l'Outaouais semblent souffrir de sous-développement; en plus d'avoir de

---

25. Jean Cimon, *op. cit.*, p. 53.

la difficulté à rejoindre la clientèle potentielle de leur région, elles n'ont pas beaucoup de rayonnement et n'attirent pas la clientèle francophone de l'Ontario.

Du côté collégial, en comparaison avec d'autres régions du Québec, le cégep de Hull n'accueille que la moitié de sa clientèle potentielle<sup>26</sup>. Parmi les causes de ce phénomène, on retient principalement l'attraction des établissements ontariens qui ont des conditions d'admission permettant aux étudiants de gagner un an, parfois deux, et qui développent des secteurs francophones dans la mesure où le volume de la population le permet. On retient également la dispersion de la population et l'écartèlement de la région; le cégep de Hull attirant principalement des étudiants de la communauté régionale, très peu d'étudiants proviennent des autres sous-régions. Enfin, le nombre sans cesse croissant d'étudiants anglophones au cégep de Hull soulève pour l'avenir un problème: la création d'une entité administrative de niveau collégial pour desservir la population anglophone qui représente près de 20% de la population de la région.

Quant à l'enseignement supérieur, l'Université du Québec à Hull suffit à peine à remplir sa fonction régionale. Elle est moins développée que les autres constituantes et elle n'attire pas la clientèle de l'extérieur de la région à l'exemple de l'Université d'Ottawa<sup>27</sup>.

26. Dans le troisième chapitre de ce document, nous traiterons plus spécialement de la question du cégep anglophone.

27. Jean Cimon, *op. cit.*, pp. 56-61.

Par exemple, à l'Université du Québec à Hull, pour la session d'automne 1981, on dénombrait 726 étudiants inscrits à temps plein et 2 728 à temps partiel. À l'Université d'Ottawa, pour la même session, 1 215 étudiants inscrits à temps plein et 1 120 étudiants inscrits à temps partiel venait de la région de l'Outaouais<sup>28</sup>.

#### 1.2.5. L'infrastructure culturelle

Grâce surtout à la "clause Québec" inscrite dans la Charte de la langue française, la situation s'est quelque peu améliorée pour les francophones de la communauté régionale de l'Outaouais. Il faut admettre cependant que ces derniers demeurent assez mal servis quant aux institutions à caractère plus proprement culturel. La plupart des services et des équipements de bonne qualité, dans le domaine des arts, des lettres, du cinéma, sont localisés à Ottawa et sont présentés habituellement en langue anglaise ou, en tout cas, fortement influencés par la culture anglo-saxonne. Mentionnons, à titre d'exemple, le Centre national des arts, le Musée de la science et de la technologie, le Musée de l'Homme et la Galerie nationale. On ne retrouve pas d'équivalent du côté québécois à part l'amphithéâtre du collège de l'Outaouais: "Si on construisait un pont sur la rivière Gatineau dans l'axe du boulevard Gatineau" et si on procédait à quelques réaménagements permettant d'accueillir près de 800 personnes, il pourrait remplir pour la communauté

28. Informations obtenues du Service des dossiers étudiants de l'Université du Québec et du Service de la recherche institutionnelle et de la planification scolaire de l'Université d'Ottawa.

régionale de l'Outaouais la fonction de centre culturel important<sup>29</sup>.

Les deux quotidiens publiés dans la région, l'un francophone et l'autre anglophone, proviennent de l'Ontario<sup>30</sup>. Pour ceux qui n'ont pas le câble, il existe trois stations francophones et trois stations anglophones de télévision. Les francophones de la communauté régionale ont été mis en présence des médias anglophones et de la culture anglo-saxonne bien avant l'avènement des services de la télédistribution.

#### Conclusion

De l'analyse de la situation linguistique et culturelle de la région de l'Outaouais, on retiendra surtout que cette région n'a pas de centre névralgique capable de servir de centre d'attraction et d'animation sur les plans économique et culturel pour l'ensemble de la région. Il existe bien une communauté régionale importante qui réunit près des trois quarts de la population régionale, mais cette dernière n'exerce pas d'influence sur le reste de la région et elle vit elle-même sous l'emprise constante de la capitale canadienne.

Mis à part cette communauté, le reste de la région est marqué par un sous-développement économique et culturel qui caractérise la plupart des régions ressources québécoises éloignées des centres urbains importants.

---

29. Ibid., pp. 132-133.

30. Le journal Le Droit a maintenant un bureau à Hull.

Quant à la communauté régionale de l'Outaouais, elle hérite à la fois certains avantages et inconvénients du voisinage immédiat de la capitale canadienne. Elle est surtout avantagée par toutes les possibilités d'emploi qu'offrent les institutions de la fonction publique fédérale et tous les services qui gravitent autour d'elle. Elle bénéficie également de l'infrastructure culturelle et des services de santé qui accompagnent les institutions fédérales. Par ailleurs, du côté économique, elle ne tire pas de sa situation tous les avantages qu'elle pourrait en attendre. Sur les plans linguistique et culturel, elle est marquée par la prédominance de la langue et de la culture anglaises. Sur le plan démographique, depuis les récents développements de la capitale nationale du côté québécois, la population des francophones diminue proportionnellement peu à peu. L'anglais prédomine également comme langue du travail dans les institutions fédérales, même du côté québécois, provoquant un effet d'entraînement dans les commerces et les services qui gravitent autour de la fonction publique fédérale. En éducation et culture, les institutions sont plus développées à Ottawa et elles attirent les francophones mal desservis du côté québécois; même si ces institutions se donnent souvent un caractère bilingue, compte tenu de la forte proportion de la clientèle anglophone, l'anglais et la culture anglaise y prévalent la plupart du temps. Pour ce qui est des médias électroniques,

l'offre francophone est complètement débordée par l'offre d'origine anglaise et américaine, surtout depuis l'avènement de la télédistribution.

Tout ceci explique la forte attraction exercée par l'anglais du côté québécois où, déjà en 1971, un peu plus de la moitié des francophones déclaraient avoir une connaissance d'usage de l'anglais contre seulement un peu plus du tiers du côté anglophone pour le français.

Certes, la situation des francophones de l'Outaouais n'est pas inédite. On retrouve certains éléments de la problématique outaouaise ailleurs au Québec. Entre autres choses, l'entrée massive des médias électroniques de culture anglaise et américaine existe aussi ailleurs au Québec par le biais de la télédistribution. Mais quand on voit que l'anglais est la langue du travail, des commerces et des services pour une bonne proportion de francophones de l'Outaouais, quand on constate également le poids démographique des anglophones, on est en droit de se demander si la majorité de ces derniers possèdent une identité culturelle suffisamment forte pour leur permettre d'assimiler et de transformer les influences reçues et de les inscrire dans des projets de développement de culture francophone. Durant la présente décennie, assisterons-nous à la détérioration de la langue et de la culture françaises de l'Outaouais ou, au contraire, à une plus grande vitalité? À quel prix et à quelles conditions les francophones de l'Outaouais trouveront-ils le dynamisme et la vigueur nécessaires pour faire de leur langue et de leur culture des réalités éminemment vivantes et inédites ailleurs au Québec?

Bibliographie de la première partie

CIMON, Jean, Le dossier outaouais, Québec, Éditions du Pélican, 1979,  
183 p.

COMMISSION DE LA CAPITALE NATIONALE, Rapport annuel 1977-1978, s.l.,  
C.C.N., 77 p.

COMMISSION DE LA CAPITALE NATIONALE, Rapport annuel 1979-80, s.l.,  
C.C.N., 100 p.

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, Office de planification et de développement du  
Québec, La problématique de l'Outaouais, s.l., O.P.D.Q., "Les sché-  
mas régionaux", 1979, XV-209 p.

STATISTIQUE CANADA, recensement de 1971, catalogue n<sup>os</sup> 92-725 et 92-726.

DEUXIÈME PARTIE

LE VÉCU LINGUISTIQUE DANS LA RÉGION DE L'OUTAOUAIS



Après avoir pris connaissance, dans la première partie de cet ouvrage, de la conjoncture culturelle et linguistique qui prévaut dans la région de l'Outaouais, il est important de s'attarder maintenant au vécu linguistique de ses résidents; nous tentons donc de décrire quelques-uns des comportements et des attitudes de la population de l'Outaouais. Nos données sont tirées d'enquêtes que le Conseil de la langue française a effectuées en 1978 et 1979. Ces enquêtes n'ayant pas été conçues pour effectuer des analyses applicables à des régions peu peuplées du Québec, il faudra interpréter avec prudence, puisque le nombre d'informateurs dans la région de l'Outaouais est souvent très réduit. Nous croyons néanmoins que cette analyse peut dégager un certain nombre de constats plausibles. Leur valeur réelle sera très liée à la crédibilité que les résidents de l'Outaouais voudront bien leur prêter, soit évidemment dans la mesure où ils y reconnaissent leurs habitudes linguistiques.

Les analyses porteront d'abord sur le vécu linguistique de la population adulte francophone<sup>1</sup> de la région de l'Outaouais et elles seront faites en fonction de divers domaines d'activités culturelles et économiques: travail, médias, commerces et services. En second lieu, nous

---

1. Le nombre de répondants anglophones adultes est trop restreint dans nos enquêtes pour en dégager une analyse valable.

présenterons quelques données sur le vécu linguistique des jeunes Hullois francophones et anglophones.

## 2.1. Le vécu linguistique de la population adulte francophone

Voyons d'abord quelles sont les opinions des adultes francophones de l'Outaouais en comparaison avec celles qui prévalent dans les régions de Montréal et de Québec.

### 2.1.1. Les opinions

- À l'égard de la promotion du français en général

Sur deux des quatre énoncés du tableau 1<sup>2</sup>, les informateurs de l'Outaouais semblent se distinguer de ceux de Québec et de Montréal. Ils paraissent un peu plus tolérants quant à la nécessité pour tout résident du Québec de savoir parler français (79% par rapport à 91% et 89%). Par contre, ils semblent un peu plus revendicateurs de leurs droits linguistiques, en marquant leur appui davantage à l'énoncé suivant: "La seule façon, pour les francophones, de conserver leur culture, c'est d'exiger de parler français en toute occasion au Québec" (79% par rapport à 71% et 70%).

Ces données indiqueraient donc une plus grande tolérance en ce qui concerne la maîtrise du français chez les non-francophones, mais

---

2. Les tableaux statistiques sont placés à la fin de cette partie.

aussi une revendication plus forte à l'égard des droits des francophones. Ces deux positions créent un dilemme dans la mesure où les droits linguistiques des minorités peuvent entrer en concurrence avec ceux de la majorité francophone.

- À l'égard des domaines du travail et de l'économie

La main-d'oeuvre<sup>3</sup> francophone de l'Outaouais ne se distingue pas de celles de Québec<sup>4</sup> et de Montréal quant à ses opinions sur la place du français sur le marché du travail et dans l'économie. Si les trois quarts des informateurs croient qu'il faut affermir la place du français dans ces domaines, de 40% à 50% craignent les retombées négatives de cette action sur l'économie: départ de sièges sociaux, éloignement des investisseurs étrangers, nocivité pour l'économie québécoise. Le choix est clair pour l'affirmation du français, mais une bonne proportion de la main-d'oeuvre exprime des craintes (tableau II).

- À l'égard de la consommation des médias

Le tableau III nous montre que, surtout par rapport aux Montréalais, les informateurs de l'Outaouais semblent craindre davantage l'influence néfaste de la consommation des médias anglophones sur leur langue et leur culture; comme nous le verrons plus loin, ils s'avèrent

3. Celle qui travaille en territoire québécois.

4. Nous comparons la région de l'Outaouais à celles de Québec et de Montréal, des pôles de référence qui évoquent, dans le premier cas, une région très francisée et, dans le second cas, une région caractérisée par de forts contacts interlinguistiques.

les plus grands consommateurs francophones des médias anglophones au Québec. Puisque environ la moitié d'entre eux semblent craindre les répercussions culturelles et linguistiques de cette pratique, ils sont donc placés devant un autre dilemme.

- À l'égard de la langue du commerce et des affaires

Encore ici, les informateurs de l'Outaouais oscillent entre la tolérance et la revendication. Plus intolérants que les informateurs de Québec pour l'affichage dans les municipalités anglophones (quatrième énoncé), ils sont moins revendicateurs pour la langue de communication dans les commerces et services publics (premier énoncé), la langue des catalogues (deuxième énoncé), l'affichage (troisième énoncé), l'étiquetage des produits (cinquième énoncé). Somme toute, ils se rapprochent beaucoup des Montréalais quant à leurs opinions sur la langue du commerce et des affaires (tableau IV). Le poids de la réalité linguistique joue bien différemment à Québec qu'à Hull et à Montréal et, en ce sens, les écarts observés n'ont rien d'étonnant.

\* \* \*

Comme ailleurs au Québec, les opinions linguistiques des francophones de l'Outaouais sont largement favorables à l'affirmation de la place du français. Cependant, on croit déceler des inquiétudes de deux types: d'une part, la force de la langue anglaise dans la région est

inquiétante surtout dans le domaine des médias; d'autre part, l'affirmation de la position du français aura-t-elle des répercussions sur l'économie? Cette dernière question préoccupe de 40% à 50% des informateurs. Pour les inquiétudes du premier type, l'Outaouais se distinguerait des autres régions, mais non pas en ce qui concerne les inquiétudes du deuxième type.

#### 2.1.2. Les comportements

Les comportements constituent un autre volet du vécu linguistique. Les enquêtes effectuées par le Conseil ont évidemment sondé les pratiques linguistiques dans les domaines évoqués ci-haut: le travail, les médias, les commerces et les services publics. Voyons ce qu'elles indiquent pour la région de l'Outaouais.

##### 2.1.2.1. La langue du travail

- Offre et demande de la langue seconde sur le marché du travail (d'après la perception des travailleurs)

Il faut être prudent dans l'interprétation des données puisque nous ne disposons que d'un petit nombre d'observations, sans compter qu'elles sont limitées à la main-d'oeuvre travaillant en territoire québécois. Sur une première base, définissons l'offre comme le pourcentage de la main-d'oeuvre qui pouvait effectuer son travail avec autant d'efficacité dans les deux langues lors d'un premier emploi; définissons la demande comme le pourcentage des premiers employeurs qui exigeaient

la connaissance de la langue seconde. Ces données étant établies, les tableaux Va et Vb nous montrent un écart important entre les régions de l'Outaouais et de Montréal, et celle de Québec. Le déficit de l'offre de la main-d'oeuvre outaouaise fluctue entre 11% et 25% selon le nombre d'années d'expérience, ce qui ressemble aux fluctuations observées dans la région de Montréal (entre 19% et 11%), mais aucunement à la situation qui prévaut dans la région de Québec (entre 5% et 13%). Selon les données, il y aurait une remontée importante de la demande d'anglais pour les travailleurs les plus jeunes de l'Outaouais et de Québec, phénomène qu'on ne retrouverait pas à Montréal. Il faut dire cependant que notre indice de l'offre de la langue seconde est très sévère puisqu'il repose sur une efficacité au travail aussi bonne dans la langue seconde que dans la langue maternelle.

Sur une autre base, c'est-à-dire l'auto-évaluation de la maîtrise de la langue seconde par rapport aux exigences linguistiques des employeurs depuis trois ans, les francophones des trois régions seraient bien plus bilingues que ne l'exige le marché du travail. Sur la base de ces données (tableaux VI et VII), la main-d'oeuvre outaouaise serait la mieux placée des trois régions avec un surplus de 31% de la main-d'oeuvre qui offre une excellente ou une bonne maîtrise de la langue seconde par rapport à la demande récente des employeurs. Le surplus serait de 20% à Québec et de 23% à Montréal. Encore faut-il ajouter que la main-d'oeuvre

de l'Outaouais et de Montréal serait bilingue dans une proportion des deux tiers, alors que celle de Québec le serait deux fois moins, si l'on en juge par l'auto-évaluation des informateurs.

- L'usage des langues au travail

La main-d'oeuvre francophone de l'Outaouais qui travaille en territoire québécois connaît exactement la même situation que celle de Montréal en ce qui concerne l'usage des langues au travail. Par rapport à la région de Québec, l'écart est évidemment très grand.

| <u>Usage des<br/>langues au travail</u> | <u>Outaouais</u><br>% | <u>Québec</u><br>% | <u>Montréal</u><br>% |
|-----------------------------------------|-----------------------|--------------------|----------------------|
| Uniquement le français                  | 58                    | 85                 | 59                   |
| Uniquement l'anglais                    | 4                     | 0                  | 5                    |
| Les deux langues                        | 38                    | 15                 | 36                   |
| Nombre d'informateurs                   | (194)                 | ( 1 080)           | (3 255)              |

Il est difficile de ventiler ces données selon le groupe professionnel, selon le secteur industriel et selon la taille de l'entreprise puisque les informateurs (194) sont peu nombreux. Néanmoins, il semble exister des différences importantes entre Montréal et l'Outaouais, en ce qui concerne l'usage du français dans l'Administration publique (41% emploient uniquement le français dans l'Outaouais par rapport à 64% dans la région de Montréal). Cette tendance se vérifie aussi pour le groupe professionnel des employés de bureau (45% pour l'Outaouais, 54% pour Montréal). Il n'y a pas grand risque de se tromper en voyant là l'effet des pratiques linguistiques dans la fonction publique fédérale. Si notre enquête avait touché les travailleurs québécois francophones qui occupent un emploi en Ontario, particulièrement ceux qui travaillent à Ottawa, le portrait aurait été encore beaucoup plus net. La proportion de la main-d'oeuvre outaouaise qui utilise l'anglais au travail aurait alors été largement modifiée à la hausse, du moins dans certaines catégories professionnelles.

D'après ceux qui utilisent l'anglais au travail (tableau VIII), c'est le contexte même du travail (61% disent avoir absolument besoin de l'anglais pour faire leur travail) et la crainte de nuire à leurs chances d'avancement (54%) qui sont les deux principaux obstacles à la progression du français. Ces perceptions valent autant à Montréal que dans l'Outaouais.

Les deux régions ne se distinguent que pour les raisons secondaires. Par exemple, alors que 45% des Montréalais<sup>5</sup> disent retirer une satisfaction de l'usage de l'anglais au travail, seulement 26% des travailleurs francophones de l'Outaouais sont de cet avis. De la même façon, ces derniers semblent craindre moins qu'à Montréal de s'isoler de leurs collègues de travail s'ils ne parlaient que le français au travail (22% dans l'Outaouais, 43% à Montréal). Il faudrait interpréter cette donnée à la lumière de la composition linguistique des univers de travail dans les deux régions, tâche qui déborde le cadre du présent document.

\* \* \*

En résumé, si l'on se base sur l'auto-évaluation de la maîtrise de la langue seconde, la main-d'oeuvre outaouaise qui travaille en territoire québécois serait mieux placée que celle de Montréal, en ce sens que le surplus de l'offre par rapport à la demande de la langue seconde sur le marché serait plus élevé (31% par rapport à 23%).

Par rapport à l'usage des langues, on observe la même situation dans les régions de l'Outaouais et de Montréal, si l'on ne tient pas compte des effectifs francophones de l'Outaouais qui travaillent en Ontario.

5. Rappelons qu'il s'agit des travailleurs qui utilisent l'anglais au travail, quelle qu'en soit la proportion d'utilisation.

Le portrait serait tout autre sur cette base élargie: la forte proportion des travailleurs outaouais utilisant, en territoire québécois, les deux langues au travail dans le secteur de l'Administration publique et dans le groupe professionnel des employés de bureau en est un indice assez probant.

Enfin, les travailleurs francophones de l'Outaouais semblent se plier à l'usage de l'anglais au travail beaucoup plus par nécessité que par choix personnel ou par pression sociale, deux motifs qui jouent davantage chez les travailleurs montréalais.

#### 2.1.2.2. La langue de consommation des médias

##### - La lecture des médias écrits

Le tableau IX montre que la lecture des médias écrits de langue anglaise occupe une place relativement plus importante pour la population adulte francophone outaouaise que pour celle de la région de Montréal. Les adultes outaouais lisent moins de médias de langue française, mais tout autant de médias de langue anglaise que les Montréalais. La proportion d'heures de lecture en anglais y est aussi un peu plus forte (19% par rapport à 16%). Les écarts par rapport à la région de Québec sont assez nets.

- L'écoute de la radio

Les résidents de l'Outaouais semblent écouter davantage la radio de langue anglaise que ceux de Montréal. Cette observation s'appuie sur la proportion de ceux qui écoutent la radio de langue anglaise et sur le nombre d'heures qu'ils y allouent. La région de Québec se distingue fortement des deux autres (tableau X).

- L'écoute de la télévision

Une proportion plus forte de téléspectateurs francophones de l'Outaouais écoute exclusivement la télévision en anglais (Outaouais: 11%; Montréal: 4%). Cette pratique influe sur le pourcentage d'heures alloué à la télévision de langue anglaise dans la région. Alors que 35% des heures d'écoute de la télévision chez les Montréalais francophones vont à la langue anglaise, la proportion atteint 45% dans l'Outaouais. La région de Québec affiche une proportion bien inférieure avec 18% (tableau X).

\* \* \*

Donc, du point de vue de la lecture et de l'écoute des médias, on décèle une plus forte pénétration de l'anglais dans la population francophone de l'Outaouais. Cette observation est confirmée d'ailleurs

par d'autres sources de données<sup>6</sup>.

Il faut relier ce phénomène à la répartition des médias disponibles en langue française et en langue anglaise dans la région. Un autre facteur serait le niveau élevé de bilinguisme de la population de la région. On a vu précédemment que les deux tiers de la main-d'oeuvre francophone déclare "excellente" ou "bonne" sa compétence pour parler la langue seconde.

#### 2.1.2.3. Langue de communication avec les commerces et les services publics

Malgré le petit nombre d'informateurs (44), l'enquête sur la langue de communication avec les commerces et les services publics confirme encore une fois les similitudes déjà observées entre la situation linguistique de la région de l'Outaouais et celle de Montréal. Respectivement 45% et 47% des informateurs francophones de ces deux régions s'étaient fait aborder au moins une fois en anglais dans un commerce ou un service public au cours des six mois précédant l'enquête. Chez ceux qui ont été abordés en anglais, 25% disent que cette situation se produit souvent ou très souvent et 77% qu'il leur arrive souvent ou très souvent de ne pouvoir se faire servir en français. Dans la région de Québec, les résultats sont

6. Données du Bureau of Broadcasting Measurement. Voir aussi: Daniel Giroux et Maria S. Rousseau, Analyse des habitudes d'écoute de la radio et de la télévision des 9 régions administratives du Québec, s.l., Service du développement des médias, décembre 1976, 118 p.  
Données de l'enquête du C.L.F. sur la langue du travail, 1979.

tout autres: 13% seulement ont été abordés en anglais, personne ne dit connaître souvent cette situation et, à fortiori, ne pas pouvoir se faire servir en français (tableau XI).

Ces données doivent être complétées par une autre. Si la proportion de ceux qui ne peuvent obtenir de se faire servir en français semble minime, il faut interpréter ce résultat en sachant qu'environ 50%<sup>7</sup> des Québécois francophones qu'on aborde en anglais répondent tout simplement en anglais, donc sans revendiquer l'usage de leur langue.

## 2.2. Le vécu linguistique des jeunes Hullois

Le Conseil de la langue française a effectué deux enquêtes sur la conscience linguistique des jeunes Hullois, une première fois en 1978 auprès d'étudiants francophones des niveaux secondaire et collégial et une seconde fois en 1979 auprès de leurs pairs anglophones. Dans le premier cas, les résultats sont contenus dans deux études<sup>8</sup> rendues publiques

7. Pierre Bouchard et Sylvie Beauchamp-Achim, Le français, langue des commerces et des services publics. Le point de vue de la clientèle, Gouvernement du Québec, Conseil de la langue française, "Dossiers du Conseil de la langue française/Études et recherches", n° 5, 1980. 175 p., p. 76.

8. Conscience linguistique des jeunes Québécois, Gouvernement du Québec, Conseil de la langue française, 1981. Tome 1: Édith Bédard et Daniel Monnier, Influence de l'environnement linguistique chez les élèves francophones de niveau secondaire IV et V, "Dossiers du Conseil de la langue française/Études et recherches", n° 9, 164 p.; tome II: Pierre Georgeault, Influence de l'environnement linguistique chez les étudiants francophones de niveau collégial I et II, "Dossiers du Conseil de la langue française/Études et recherches", n° 10, 158 p.

au cours de l'automne 1981 alors que, dans le second cas, les résultats sont encore inédits. Nous présentons ici quelques faits saillants de ces études.

#### 2.2.1. La conscience linguistique des jeunes Hullois francophones

Rappelons que la notion de conscience linguistique recouvre trois dimensions: les comportements, les attitudes et l'information relatifs à la situation linguistique. Nous ne traiterons ici que des comportements et des attitudes linguistiques, dimensions pour lesquelles le milieu hullois se distingue de certains autres du Québec (Québec, Saguenay et divers milieux de Montréal).

##### - Les comportements linguistiques tels que révélés par les activités culturelles

Avec leurs pairs montréalais, soit les étudiants francophones des milieux hétérogènes du point de vue linguistique, les étudiants de Hull, qu'ils soient de niveau secondaire ou de niveau collégial, se retrouvent parmi les plus grands usagers de l'anglais dans leurs activités culturelles. Environ la moitié de leur temps de consommation des médias électroniques est réservé à la langue anglaise. Pour les médias écrits, la part de l'anglais est même un peu plus forte qu'à Montréal. Elle varie entre 10% et 30% du temps de lecture selon le type de média écrit. En ce qui concerne les spectacles, on retrouve la même situation. L'anglais y occupe une place aussi importante sinon plus que dans les milieux

montréalais hétérogènes. Ainsi, chez les étudiants du niveau secondaire, les spectacles de chanteurs sont vus en anglais (surtout ou seulement) dans près de 50% des cas et les films dans près de 30% des cas. La proportion d'anglais atteint son point culminant pour l'acquisition des disques et cassettes: environ les deux tiers (surtout ou seulement) en anglais à Hull comme à Montréal.

Nous avons donc un portrait de l'usage de l'anglais qui est très fort dans le milieu des étudiants francophones hullois, constat qui va dans le même sens que les observations faites pour la population adulte de la région de l'Outaouais. Cette population vit vraiment aux confins de deux cultures et la langue française y est fortement concurrencée par la langue anglaise.

- Les attitudes linguistiques des jeunes Hullois francophones

Nous pouvons faire à ce sujet deux constatations: tout d'abord, l'optimisme est moins marqué quant à l'affirmation de la langue française au Québec, autant chez les étudiants du niveau secondaire que chez ceux du niveau collégial. Par exemple, ils croiront moins qu'ailleurs au Québec que la situation du français s'est améliorée ou encore que les anglophones utilisent de plus en plus le français (un écart inférieur de 8% à

15% par rapport aux autres milieux d'enquête). Ils sont aussi relativement moins confiants que le Québec réussira à faire du français la langue du travail et des affaires.

D'autre part, la motivation à apprendre l'anglais y est plus qu'ailleurs reliée aux impératifs du marché du travail, ce qui est conséquent par rapport aux perceptions quant à la position du français au Québec.

Enfin, il faut dire que, du point de vue de l'attachement à leur langue, les jeunes Hullois francophones n'ont rien à envier aux jeunes des autres régions. Ils ne se distinguent donc que par l'usage accentué de l'anglais et par la conscience qu'ils ont des contraintes linguistiques qui pèsent sur leur région.

#### 2.2.2. La conscience du fait français chez les jeunes Hullois anglophones

L'enquête effectuée auprès des jeunes étudiants anglophones du Québec au cours de l'année scolaire 1979-1980 avait pour but premier de connaître leur réaction générale à l'affirmation du fait français au Québec dont l'événement majeur a été l'adoption de la Charte de la langue française en août 1977. Le questionnaire de cette enquête reprenait la plupart des thèmes de l'enquête menée auprès des jeunes francophones.

Nous ne rendrons compte ici que de certains éléments pouvant éclairer la situation linguistique de la région outaouaise, les comportements révélés par les activités culturelles, certains aspects des attitudes linguistiques et, enfin, les projets d'avenir des jeunes anglophones. Rappelons qu'il s'agit ici des étudiants anglophones des quatrième et cinquième années du secondaire de deux écoles de Hull et des étudiants du cégep de cette même ville.

- Les comportements linguistiques tels que révélés par les activités culturelles

Les tableaux XII et XIII montrent que les jeunes anglophones étudiant à Hull se livrent à leurs activités culturelles presque exclusivement en anglais. Hormis la lecture des bandes dessinées, les autres activités comme l'écoute de la radio et de la télévision, la lecture, l'assistance à des spectacles et l'acquisition de disques sont effectués dans la plupart des cas plus de neuf fois sur dix en anglais. Cette constatation révèle une nette différence entre le comportement ci-haut décrit et celui des étudiants francophones. Par exemple, ces derniers allouent environ la moitié de leur écoute de la radio et de la télévision aux médias de langue anglaise.

Donc, du strict point de vue de l'intérêt que les jeunes portent à la culture de l'autre groupe, il existe un écart énorme au détriment de la langue française. Le sens des contacts interculturels va beaucoup du français vers l'anglais et très peu à l'inverse.

- Les attitudes linguistiques des jeunes Hullois anglophones

Au tableau XIV, nous avons regroupé des énoncés d'opinions sous trois thèmes: l'optimisme-pessimisme à l'égard de la situation de la langue anglaise au Québec, l'attachement des jeunes à leur langue et enfin la nécessité de connaître le français au Québec.

On constate d'abord que les jeunes anglophones sont très pessimistes en ce qui concerne l'avenir de leur langue au Québec. De 66% à 80% d'entre eux croient que la situation de l'anglais s'est détériorée et demeure sérieusement menacée. Ce point de vue diffère beaucoup de ce que l'on observe chez les francophones où la proportion des optimistes est relativement forte pour ce qui est de l'avenir du français, bien qu'il y ait moins d'optimistes à Hull que dans les autres milieux linguistiques de l'enquête effectuée en milieu francophone.

Du point de vue de l'attachement à leur langue, les données indiquent que de 50% à 70% des jeunes anglophones manifestent un tel attachement. Ce constat ne s'éloigne pas beaucoup de ce qu'on a observé chez les francophones bien que ces derniers, surtout au niveau secondaire, soient un peu plus tièdes. Par exemple, alors qu'environ 70% des jeunes anglophones du niveau secondaire croient que vivre dans leur langue est nécessaire à leur épanouissement personnel, 60% des francophones de même niveau sont d'accord avec cet énoncé.

Enfin, en ce qui a trait à la nécessité de connaître le français, les jeunes anglophones semblent y souscrire assez largement. Entre 40% et 50% croient qu'il sera plus utile pour leur enfants de fréquenter l'école française, environ 75% pensent qu'il va devenir indispensable pour un anglophone du Québec de connaître aussi bien le français que l'anglais et enfin, 50% d'entre eux pensent qu'il sera important de connaître le français pour réussir dans leur carrière. Cette dernière proportion peut paraître assez faible mais la section qui suit montrera qu'une bonne part des jeunes Hullois anglophones n'ont pas l'intention de demeurer au Québec. En comparaison, chez les étudiants francophones, environ 70% croient que la connaissance de l'anglais sera importante pour réussir dans leur carrière. Si on limitait l'observation aux jeunes anglophones qui désirent demeurer au Québec, on retrouverait probablement une proportion de cet ordre, sinon plus forte.

- Les projets d'avenir des jeunes étudiants anglophones de Hull

Disons d'abord qu'il s'agit de l'avenir immédiat, c'est-à-dire les trois années suivant l'enquête effectuée en 1979-1980. Les tableaux XVI et XVII montrent que, peu importe le niveau d'études et le type de projet (études ou travail), un peu plus de 50% des jeunes étudiants anglophones de Hull ont l'intention de quitter le Québec au cours des trois années suivantes. Ce pourcentage est très supérieur à celui que l'on peut observer à Montréal, surtout pour les étudiants de niveau collégial (52%

par rapport à 30%). Il est difficile de projeter exactement la proportion de départs définitifs du Québec puisque d'une part, un tiers des répondants sont indécis quant à l'éventualité de quitter ou non le Québec et, d'autre part, chez ceux qui projettent de quitter le Québec, 14% des étudiants du niveau secondaire et 23% de ceux du niveau collégial disent que leur départ sera provisoire et environ 40% ne savent pas encore s'ils reviendront ou pas. De plus, il s'agit ici de l'expression d'une intention qui ne se réalisera pas nécessairement et les données doivent être considérées comme une éventualité. Enfin, il ne faut pas exclure que certains étudiants aient voulu adresser un message à des enquêteurs qui faisaient une étude sur la situation linguistique au Québec. Néanmoins, on ne saurait sous-estimer le phénomène d'autant plus que, pour un jeune d'Ottawa-Hull, déménager en Ontario équivaut dans bien des cas à changer de quartier.

#### Conclusion

L'analyse qui précède montre que les francophones et les anglophones de l'Outaouais vivent bien différemment les contraintes linguistiques qui s'exercent sur eux dans cette région frontalière. Les francophones semblent plus atteints dans leur vécu linguistique que les anglophones. Par exemple, alors que ces derniers, si l'on en juge par les comportements des jeunes, s'intéressent très peu à la culture francophone, les premiers s'avèrent les plus grands usagers des médias anglophones au Québec. Cette position forte de l'anglais sur le plan des médias se reproduit aussi

sur les plans du travail, des commerces et des services puisque, abstraction faite des emplois occupés en Ontario et des transactions de consommation effectuées dans cette province voisine, le vécu linguistique des résidents francophones de l'Outaouais ressemble beaucoup à celui de Montréal.

Aussi, les francophones de l'Outaouais se montrent les plus inquiets de tous les francophones québécois au sujet de la situation linguistique. Leurs inquiétudes tiennent davantage à l'impact de leur contexte linguistique qu'aux retombées possibles de la politique linguistique gouvernementale.

Chez les anglophones, du point de vue des jeunes, ce serait la nouvelle conjoncture créée par l'élection d'un gouvernement souverainiste et l'adoption de la Charte de la langue française qui serait préoccupante. Les contraintes qui pèsent sur eux sont institutionnelles alors que celles qui s'exercent sur les francophones sont contextuelles. Ainsi, les jeunes anglophones témoignent de très peu d'intérêt à l'égard de la culture francophone. Ils reconnaissent qu'il sera de plus en plus nécessaire de vivre en français au Québec, mais de 50% à 70% d'entre eux tiennent à vivre en anglais. Aussi, une forte proportion des jeunes anglophones projettent de quitter le Québec. Il ne faudrait pas relier trop vite cependant leurs intentions de départ aux inquiétudes linguistiques qu'ils manifestent. Le marché du travail de l'Ontario n'a-t-il pas été

traditionnellement plus attirant que celui du Québec pour un jeune anglophone de l'Outaouais? La même enquête effectuée en 1969 ou même en 1959 n'aurait-elle pas indiqué les mêmes intentions de départ?

Donc, la région de l'Outaouais est un lieu où le statut des langues française et anglaise provoque des inquiétudes sérieuses pour les deux groupes linguistiques.

LISTE DES TABLEAUX

|         |      |                                                                                                                                                                        |    |
|---------|------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| Tableau | I:   | Proportion des informateurs francophones qui sont d'accord avec les énoncés généraux sur la promotion du français.....                                                 | 51 |
| Tableau | II:  | Proportion de la main-d'oeuvre francophone et anglophone qui est d'accord avec les énoncés sur la place du français dans les domaines du travail et de l'économie..... | 52 |
| Tableau | III: | Proportion des informateurs francophones qui sont d'accord avec les énoncés relatifs aux effets de la consommation de médias anglophones.....                          | 53 |
| Tableau | IV:  | Proportion des informateurs francophones qui sont d'accord avec les énoncés relatifs à la langue des commerces et des services publics.....                            | 54 |
| Tableau | Va:  | Comparaison entre la demande et l'offre de la langue seconde sur le marché du travail, selon le nombre d'années d'expérience des travailleurs francophones.....        | 55 |
| Tableau | Vb:  | Comparaison entre la demande et l'offre de la langue seconde sur le marché du travail, selon le nombre d'années d'expérience des travailleurs francophones.....        | 56 |
| Tableau | VI:  | Comparaison entre l'offre et la demande actuelle de la langue seconde sur le marché du travail pour la main-d'oeuvre francophone et la main-d'oeuvre anglophone.....   | 57 |
| Tableau | VII: | Comparaison entre l'offre et la demande de la langue seconde sur le marché du travail, selon trois indices de l'offre chez les francophones.....                       | 58 |

LISTE DES TABLEAUX (suite)

|               |                                                                                                                                                                                |    |
|---------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| Tableau VIII: | Causes qui freinent la promotion du français au travail selon les francophones qui utilisent en tout en partie l'anglais au travail.....                                       | 59 |
| Tableau IX:   | Langue et temps de lecture des médias écrits chez les francophones.....                                                                                                        | 60 |
| Tableau X:    | Langue et temps d'écoute de la radio et de la télévision chez les francophones.....                                                                                            | 61 |
| Tableau XI:   | Langue de communication avec les commerces et les services publics chez les francophones.....                                                                                  | 62 |
| Tableau XII:  | Nombre moyen de fois sur dix où les étudiants hullois anglophones effectuent les activités suivantes en anglais selon le niveau d'études....                                   | 63 |
| Tableau XIII: | Pourcentage des étudiants hullois anglophones qui effectuent les activités suivantes seulement ou surtout en anglais selon le niveau d'études.....                             | 64 |
| Tableau XIV:  | Pourcentage des étudiants hullois anglophones qui sont d'accord avec les opinions suivantes selon le niveau d'études.....                                                      | 65 |
| Tableau XV:   | Projets d'avenir pour les trois prochaines années et lieu choisi par les étudiants hullois anglophones de niveau secondaire.....                                               | 66 |
| Tableau XVI:  | Projets d'avenir pour les trois prochaines années et lieu choisi par les étudiants hullois anglophones de niveau collégial.....                                                | 67 |
| Tableau XVII: | Caractère définitif ou provisoire du départ du Québec chez les étudiants hullois anglophones qui projettent de quitter le Québec d'ici trois ans selon le niveau d'études..... | 68 |

Tableau I: Proportion des informateurs francophones qui sont d'accord avec les énoncés généraux sur la promotion du français

| Énoncé                                                                                                                             | Outaouais | Québec | Montréal | Le Québec |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|--------|----------|-----------|
|                                                                                                                                    | %         | %      | %        | %         |
| 1. Pour conserver le français au Québec, il est essentiel que le français soit la seule langue officielle                          | 49        | 49     | 45       | 47        |
| 2. Toute personne qui demeure au Québec devrait savoir parler français                                                             | 79        | 91     | 39       | 90        |
| 3. La seule façon, pour les francophones, de conserver leur culture, c'est d'exiger de parler français en toute occasion au Québec | 79        | 71     | 70       | 72        |
| 4. Le français ne se prête pas aux exigences de la technique moderne                                                               | 17        | 25     | 20       | 27        |

Notes: Données tirées de l'enquête sur la langue de consommation des médias.

Nombre minimal de répondants: Outaouais (53), Québec (221), Montréal (571), Le Québec (1 177).

Tableau II: Proportion de la main-d'oeuvre francophone et anglophone qui est d'accord avec les énoncés sur la place du français dans les domaines du travail et de l'économie

| Énoncé                                                                                                | Outaouais | Québec | Montréal | Le Québec |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|--------|----------|-----------|
|                                                                                                       | %         | %      | %        | %         |
| 1. Le français doit être la langue de travail au Québec                                               | 85        | 92     | 86       | 89        |
| 2. L'anglais devra inévitablement demeurer la langue des affaires et de la finance au Québec          | 26        | 27     | 30       | 28        |
| 3. Les sièges sociaux vont quitter le Québec si le gouvernement poursuit sa politique de francisation | 40        | 41     | 38       | 41        |
| 4. L'application de la Loi 101 peut éloigner les investisseurs étrangers                              | 51        | 48     | 51       | 50        |
| 5. L'application de la Loi 101 ne peut pas nuire à l'économie du Québec                               | 55        | 55     | 55       | 57        |

Notes: Données tirées de l'enquête sur la langue de travail.

Nombre minimal de répondants: Outaouais (162), Québec (963), Montréal (2 727), le Québec (5 566).

Tableau III: Proportion des informateurs francophones qui sont d'accord avec les énoncés relatifs aux effets de la consommation de médias anglophones

| Énoncé                                                                                                                            | Outaouais | Québec | Montréal | Le Québec |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|--------|----------|-----------|
|                                                                                                                                   | %         | %      | %        | %         |
| 1. Pour conserver sa langue maternelle, il est nécessaire de lire, de regarder la télévision et d'écouter la radio dans sa langue | 79        | 85     | 69       | 75        |
| 2. L'influence de la télévision américaine peut nous faire perdre notre identité québécoise                                       | 46        | 34     | 39       | 38        |
| 3. L'avenir du français est menacé dans les régions où les francophones lisent fréquemment les journaux de langue anglaise        | 48        | 40     | 41       | 40        |
| 4. L'avenir du français est menacé dans les régions où les francophones regardent fréquemment la télévision de langue anglaise    | 50        | 48     | 39       | 38        |

Notes: Données tirées de l'enquête sur la langue de consommation des médias.

Nombre minimal de répondants: Outaouais (50), Québec (201), Montréal (571), le Québec (1 160).

Tableau IV: Proportion des informateurs francophones qui sont d'accord avec les énoncés relatifs à la langue des commerces et des services publics

| Énoncé                                                                                                                                                 | Outaouais | Québec | Montréal | Le Québec |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|--------|----------|-----------|
|                                                                                                                                                        | %         | %      | %        | %         |
| 1. Les commerçants et les services publics devraient, partout au Québec, aborder leurs clients en français                                             | 78        | 94     | 85       | 88        |
| 2. Au Québec, les catalogues distribués par les marchands devraient être uniquement en français, à moins que le client ne demande une version anglaise | 81        | 89     | 81       | 83        |
| 3. Au Québec, les enseignes des commerces et des entreprises devraient être uniquement en français                                                     | 58        | 76     | 61       | 66        |
| 4. Les commerçants devraient pouvoir faire leur publicité uniquement en anglais dans les municipalités où les anglophones sont majoritaires            | 23        | 41     | 33       | 35        |
| 5. Au Québec, on ne devrait jamais permettre de vendre un produit si l'étiquette est rédigée en anglais seulement                                      | 75        | 85     | 83       | 82        |
| 6. En général, le français attire plus les touristes qu'il ne les éloigne                                                                              | 69        | 81     | 65       | 70        |

Notes: Données tirées de l'enquête sur la langue des commerces et des services publics.  
 Nombre minimal de répondants: Outaouais (39), Québec (179), Montréal (504), le Québec (999).

Tableau Va : Comparaison entre la demande et l'offre de la langue seconde sur le marché du travail, selon le nombre d'années d'expérience des travailleurs francophones

| Demande et offre<br>de la langue seconde                                | Nombre d'années d'expérience en 1979 |              |               |                      | Total         |
|-------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------|--------------|---------------|----------------------|---------------|
|                                                                         | 3 ans<br>et<br>moins                 | 4-<br>10 ans | 11-<br>20 ans | 20 ans<br>et<br>plus |               |
| <u>Outaouais</u>                                                        |                                      |              |               |                      |               |
| 1. Anglais exigé lors<br>du premier emploi                              | 62<br>(39)                           | 29<br>(55)   | 24<br>(48)    | 30<br>(48)           | 34<br>(191)   |
| 2. Au moins aussi ef-<br>ficace en anglais<br>lors du premier<br>emploi | 37<br>(40)                           | 18<br>(55)   | 12<br>(50)    | 11<br>(48)           | 23<br>(143)   |
| Déficit de l'offre                                                      | 25                                   | 11           | 12            | 19                   | 11            |
| <u>Québec</u>                                                           |                                      |              |               |                      |               |
| 1. Anglais exigé lors<br>du premier emploi                              | 22<br>(109)                          | 14<br>(341)  | 17<br>(306)   | 21<br>(304)          | 17<br>(1 060) |
| 2. Au moins aussi ef-<br>ficace en anglais<br>lors du premier<br>emploi | 9<br>(112)                           | 6<br>(344)   | 12<br>(309)   | 14<br>(307)          | 11<br>(1 073) |
| Déficit de l'offre                                                      | 13                                   | 8            | 5             | 7                    | 6             |

Source: Données tirées de l'enquête sur la langue du travail.

Tableau Vb : Comparaison entre la demande et l'offre de la langue seconde sur le marché du travail, selon le nombre d'années d'expérience des travailleurs francophones

| Demande et offre<br>de la langue seconde                                | Nombre d'années d'expérience en 1979 |               |               |                      | Total         |
|-------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------|---------------|---------------|----------------------|---------------|
|                                                                         | 3 ans<br>et<br>moins                 | 4-<br>10 ans  | 11-<br>20 ans | 20 ans<br>et<br>plus |               |
| <u>Montréal</u>                                                         |                                      |               |               |                      |               |
| 1. Anglais exigé lors<br>du premier emploi                              | 35<br>(404)                          | 37<br>(1 022) | 43<br>(917)   | 42<br>(873)          | 40<br>(3 215) |
| 2. Au moins aussi ef-<br>ficace en anglais<br>lors du premier<br>emploi | 24<br>(407)                          | 23<br>(1 029) | 24<br>(924)   | 29<br>(880)          | 25<br>(3 241) |
| Déficit de l'offre                                                      | 11                                   | 14            | 19            | 13                   | 15            |
| <u>Le Québec</u>                                                        |                                      |               |               |                      |               |
| 1. Anglais exigé lors<br>du premier emploi                              | 29<br>(797)                          | 27<br>(2 081) | 33<br>(1 791) | 32<br>(1 770)        | 30<br>(6 439) |
| 2. Au moins aussi ef-<br>ficace en anglais<br>lors du premier<br>emploi | 17<br>(798)                          | 15<br>(2 094) | 18<br>(1 809) | 23<br>(1 792)        | 18<br>(6 497) |
| Déficit de l'offre                                                      | 12                                   | 12            | 15            | 9                    | 12            |

Tableau VI: Comparaison entre l'offre et la demande actuelle de la langue seconde sur le marché du travail pour la main-d'oeuvre francophone et la main-d'oeuvre anglophone

| Demande et offre de la langue seconde                                                                                                        | Ottawa      | Québec        | Montréal      | Le Québec     |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------|---------------|---------------|---------------|
|                                                                                                                                              | %           | %             | %             | %             |
| 1. Proportion de la main-d'oeuvre qui estimait être plus ou également efficace en langue seconde au moment du premier emploi                 | 23<br>(197) | 11<br>(1 074) | 25<br>(3 248) | 19<br>(6 512) |
| 2. Proportion de la main-d'oeuvre qui estime être plus ou également efficace en langue seconde pour l'emploi actuel                          | 23<br>(197) | 9<br>(1 074)  | 29<br>(3 248) | 21<br>(6 512) |
| 3. Proportion de la main-d'oeuvre pour laquelle la langue seconde était exigée par l'employeur pour les emplois occupés depuis moins d'un an | 35<br>(26)  | 14<br>(174)   | 40<br>(582)   | 28<br>(1 066) |
| 4. Proportion de la main-d'oeuvre qui déclare être <u>excellente</u> pour parler la langue seconde                                           | 24<br>(192) | 7<br>(1 075)  | 22<br>(3 244) | 15<br>(6 514) |
| 5. Proportion de la main-d'oeuvre qui déclare être <u>bonne</u> pour parler la langue seconde                                                | 42          | 27            | 41            | 35            |

Tableau VII: Comparaison entre l'offre et la demande de la langue seconde sur le marché du travail, selon trois indices de l'offre chez les francophones

| Groupe linguistique | D'après la<br>ligne 2 du<br>tableau VII | D'après la<br>ligne 4 du<br>tableau VII | D'après l'addi-<br>tion des lignes<br>4 et 5 du<br>tableau VII |
|---------------------|-----------------------------------------|-----------------------------------------|----------------------------------------------------------------|
|                     | offre + faible de                       | offre + faible de                       | offre + forte de                                               |
| 1. Outaouais        | 8%                                      | 11%                                     | 31%                                                            |
| 2. Québec           | 5%                                      | 7%                                      | 20%                                                            |
| 3. Montréal         | 11%                                     | 18%                                     | 23%                                                            |
| 4. Le Québec        | 7%                                      | 13%                                     | 22%                                                            |

Tableau VIII: Causes qui freinent la promotion du français au travail selon les francophones qui utilisent en tout ou en partie l'anglais au travail

| Cause                                                                                                             | Outaouais | Québec  | Montréal | Le Québec |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|---------|----------|-----------|
| 1. J'ai absolument besoin de l'anglais pour faire mon travail                                                     | 2<br>61   | 2<br>45 | 2<br>66  | 2<br>61   |
| 2. Je n'ai plus de raison de parler le français au travail puisque la plupart des gens comprennent bien l'anglais | 1         | 4       | 12       | 9         |
| 3. Cela me prendrait plus de temps à faire mon travail si je devais le faire seulement en français                | 25        | 22      | 27       | 25        |
| 4. Je me sentirais isolé des gens si je ne parlais que le français au travail                                     | 22        | 17      | 43       | 38        |
| 5. Je pourrais nuire à mes chances d'avancement si je ne parlais que le français au travail                       | 54        | 42      | 59       | 55        |
| 6. Cela créerait un froid avec les gens au travail si je tenais à n'employer que le français                      | 39        | 17      | 45       | 39        |
| 7. Si je n'employais que le français à mon travail, je perdrais probablement mon emploi                           | 25        | 14      | 25       | 22        |
| 8. Si je ne servais du français plus souvent, je pourrais devenir incapable de faire mon travail en anglais       | 6         | 13      | 13       | 13        |
| 9. Cela peut sembler étrange, mais je trouve cela satisfaisant de travailler en anglais                           | 26        | 38      | 45       | 44        |

Note: Nombre minimal de répondants: Outaouais (65), Québec (140), Montréal (955), Le Québec (1 516).

Tableau IX: Langue et temps de lecture des médias écrits chez les francophones

|                                                         | Ottawa | Québec | Montréal | Le Québec |
|---------------------------------------------------------|--------|--------|----------|-----------|
|                                                         | Z      | Z      | Z        | Z         |
| 1. <u>Lecture des médias écrits de langue française</u> |        |        |          |           |
| Quotidiens                                              | 73     | 73     | 85       | 78        |
| Hebdomadaires                                           | 52     | 58     | 54       | 61        |
| Revue                                                   | 47     | 70     | 63       | 64        |
| Livres                                                  | 41     | 40     | 46       | 43        |
| N                                                       | (53)   | (221)  | (606)    |           |
| 2. <u>Lecture des médias écrits de langue anglaise</u>  |        |        |          |           |
| Quotidiens                                              | 24     | 8      | 20       | 15        |
| Hebdomadaires                                           | 6      | 4      | 6        | 4         |
| Revue                                                   | 27     | 14     | 26       | 20        |
| Livres                                                  | 13     | 9      | 14       | 10        |
| N                                                       | (53)   | (221)  | (606)    | (1 257)   |
| 3. <u>Temps de lecture des médias écrits</u>            |        |        |          |           |
| Nombre d'heures/mois                                    | 30,3   | 30,9   | 41,3     | 35,1      |
| Z en français                                           | 81     | 90     | 86       | 89        |
| Z en anglais                                            | 19     | 10     | 16       | 11        |
| N                                                       | (53)   | (221)  | (606)    | (1 257)   |

N = Nombre d'informateurs.

Tableau X: Langue et temps d'écoute de la radio et de la télévision chez les francophones

|                                                                                  | Outaouais      | Québec         | Montréal       | Le Québec      |
|----------------------------------------------------------------------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
|                                                                                  | %              | %              | %              | %              |
| 1. <u>Langue d'écoute de la radio</u>                                            |                |                |                |                |
| En français uniquement                                                           | 42%            | 85%            | 53%            | 65%            |
| En anglais uniquement                                                            | 14%            | 0%             | 4%             | 3%             |
| Dans les deux langues                                                            | 44%            | 15%            | 43%            | 32%            |
| Total                                                                            | 100%           | 100%           | 100%           | 100%           |
| N                                                                                | (49)           | (209)          | (562)          | (1 169)        |
| 2. <u>Langue d'écoute de la télévision</u>                                       |                |                |                |                |
| En français uniquement                                                           | 41%            | 51%            | 32%            | 43%            |
| En anglais uniquement                                                            | 11%            | 0%             | 4%             | 3%             |
| Dans les deux langues                                                            | 48%            | 49%            | 63%            | 54%            |
| Total                                                                            | 100%           | 100%           | 100%           | 100%           |
| N                                                                                | (53)           | (212)          | (592)          | (1 234)        |
| 3. <u>Moyenne et pourcentage d'heures consacrées par semaine à la radio</u>      |                |                |                |                |
| de langue française                                                              | 3,4/h<br>66%   | 3,7/h<br>88%   | 3,2/h<br>71%   | 3,5/h<br>79%   |
| de langue anglaise                                                               | 1,7/h<br>33%   | 0,5/h<br>12%   | 1,3/h<br>29%   | 0,9/h<br>21%   |
| Total                                                                            | 5,1/h<br>100%  | 4,2/h<br>100%  | 4,5/h<br>100%  | 4,4/h<br>100%  |
| N                                                                                | (41)           | (209)          | (557)          | (1 155)        |
| 4. <u>Moyenne et pourcentage d'heures consacrées par semaine à la télévision</u> |                |                |                |                |
| de langue française                                                              | 9,7/h<br>55%   | 14,5/h<br>82%  | 10,9/h<br>65%  | 12,4/h<br>71%  |
| de langue anglaise                                                               | 8,0/h<br>45%   | 2,2/h<br>13%   | 5,9/h<br>35%   | 5,1/h<br>39%   |
| Total                                                                            | 17,7/h<br>100% | 17,7/h<br>100% | 16,8/h<br>100% | 17,5/h<br>100% |
| N                                                                                | (47)           | (213)          | (592)          | (1 237)        |

N: Nombre d'informateurs.

Tableau XI: Langue de communication avec les commerces et les services publics chez les francophones

|                                                                                                                                                                            | Ottawa     | Québec      | Montréal    | Le Québec     |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|-------------|-------------|---------------|
|                                                                                                                                                                            | %          | %           | %           | %             |
| 1. Proportion des informateurs à qui il est arrivé de se faire aborder en anglais dans un commerce ou un service public au cours des six derniers mois précédant l'enquête | 45<br>(44) | 13<br>(211) | 47<br>(537) | 31<br>(1 104) |
| 2. Parmi ceux qu'on a abordés en anglais                                                                                                                                   |            |             |             |               |
| - Proportion pour laquelle cela arrive souvent ou très souvent                                                                                                             | 27<br>(20) | 0<br>(27)   | 26<br>(256) | 23<br>(351)   |
| - Proportion pour laquelle il arrive souvent ou très souvent de ne pouvoir se faire répondre en français                                                                   | 2<br>(20)  | 0<br>(27)   | 3<br>(246)  | 2<br>(339)    |

Tableau XII: Nombre moyen de fois sur dix où les étudiants hullois anglophones effectuent les activités suivantes en anglais selon le niveau d'études

| Média                 | Niveau d'études |           |
|-----------------------|-----------------|-----------|
|                       | Secondaire      | Collégial |
| 1. Télévision         | 9,4             | 9,0       |
| 2. Radio              | 9,6             | 9,1       |
| 3. Journaux           | 9,4             | 9,0       |
| 4. Revues             | 9,4             | 8,9       |
| 5. Bandes dessinées   | 7,7             | 6,0       |
| 6. Livres (loisirs)   | 9,4             | 8,8       |
| 7. Livres (scolaires) | 8,4             | 9,1       |
| Nombre de répondants  | 242             | 227       |

Tableau XIII: Pourcentage des étudiants hullois anglophones qui effectuent les activités suivantes seulement ou surtout en anglais selon le niveau d'études

| Activité                        | Niveau d'études |           |
|---------------------------------|-----------------|-----------|
|                                 | Secondaire      | Collégial |
| 1. Médias                       | 98              | 95        |
| 2. Spectacles de chanteurs      | 97              | 92        |
| 3. Théâtre <sup>a</sup>         | 98              | 93        |
| 4. Disques et cassettes (achat) | 98              | 96        |
| Nombre de répondants            | 243             | 227       |

a: Pourcentage calculé pour ceux qui s'adonnent à cette activité.

Tableau XIV: Pourcentage<sup>a</sup> des étudiants hullois anglophones qui sont d'accord avec les opinions suivantes selon le niveau d'études

| Opinion                                                                                                    | Niveau d'études |           |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------|-----------|
|                                                                                                            | Secondaire      | Collégial |
| <b>A. Optimisme-pessimisme</b>                                                                             |                 |           |
| Depuis quelques années, la situation de l'anglais au Québec s'est considérablement détérioré               | 76              | 79        |
| L'avenir de l'anglais au Québec est sérieusement menacé                                                    | 75              | 65        |
| <b>B. Attachement à sa langue</b>                                                                          |                 |           |
| Vivre en anglais, pour moi, n'est pas nécessaire à mon épanouissement personnel                            | 27              | 33        |
| Jamais je n'envisagerai de vivre dans un pays où je ne pourrais vivre en anglais                           | 47              | 39        |
| <b>C. Nécessité de connaître le français</b>                                                               |                 |           |
| Si j'avais des enfants, je crois qu'il serait plus utile pour eux de fréquenter l'école française          | 39              | 51        |
| Au Québec il va devenir indispensable pour un anglophone de connaître le français aussi bien que l'anglais | 70              | 75        |
| Pour réussir dans la carrière que j'ai choisie, il sera important de connaître le français                 | 52              | 52        |
| Nombre de répondants                                                                                       | 237             | 225       |

<sup>a</sup> La différence entre le pourcentage exprimé et le total de 100% peut inclure jusqu'à 20% d'indécis.

Tableau XV: Projets d'avenir pour les trois prochaines années et lieu choisi par les étudiants bullois anelophonnes de niveau secondaire

| Lieu                        | Projet d'avenir |                   |         |      |                      |      |                                                 |      |         |      |       |      |
|-----------------------------|-----------------|-------------------|---------|------|----------------------|------|-------------------------------------------------|------|---------|------|-------|------|
|                             | Études          |                   | Travail |      | Études<br>et travail |      | Travail et<br>projet de<br>retour aux<br>études |      | Indécis |      | Total |      |
|                             | %               |                   | %       |      | %                    |      | %                                               |      | %       |      | %     |      |
| 1. Au Québec                | 17              | (19) <sup>b</sup> | 21      | (26) | 6                    | (25) | 11                                              | (35) | 12      | (17) | 14    | (22) |
| 2. Hors Québec <sup>a</sup> | 55              | (42)              | 58      | (45) | 58                   | (31) | 66                                              | (41) | 44      | (39) | 54    | (39) |
| 3. Ne sais pas              | 28              | (38)              | 21      | (29) | 35                   | (44) | 22                                              | (24) | 44      | (44) | 32    | (39) |
| Total %                     | 100             | 100               | 100     | 100  | 100                  | 100  | 100                                             | 100  | 100     | 100  | 100   | 100  |
| Total N                     | 99              | 266               | 19      | 31   | 48                   | 103  | 18                                              | 34   | 57      | 96   | 241   | 530  |

a : 80% des départs se feront vers l'Ontario.

b : Pourcentage comparatif pour Montréal.

Tableau XVI: Projets d'avenir pour les trois prochaines années et lieu choisi par les étudiants hullois anglophones de niveau collégial

| Lieu                        | Projet d'avenir      |              |                           |                                                      |              |            |
|-----------------------------|----------------------|--------------|---------------------------|------------------------------------------------------|--------------|------------|
|                             | Études<br>%          | Travail<br>% | Études<br>et travail<br>% | Travail et<br>projet de<br>retour aux<br>études<br>% | Indécis<br>% | Total<br>% |
| 1. Au Québec                | 14 (35) <sup>b</sup> | 11 (17)      | 22 (38)                   | 11 (29)                                              | 8 (15)       | 14 (32)    |
| 2. Hors Québec <sup>a</sup> | 54 (31)              | 56 (25)      | 47 (25)                   | 89 (33)                                              | 35 (31)      | 52 (30)    |
| 3. Ne sais pas              | 32 (34)              | 33 (58)      | 31 (37)                   | - (38)                                               | 57 (54)      | 34 (38)    |
| Total %                     | 100 100              | 100 100      | 100 100                   | 100 100                                              | 100 100      | 100 100    |
| Total N                     | 138 330              | 9 24         | 32 76                     | 9 21                                                 | 37 59        | 225 510    |

a: 82% des départs se feront vers l'Ontario.

b: Pourcentage comparatif pour Montréal.

Tableau XVII: Caractère définitif ou provisoire du départ du Québec chez les étudiants hullois anglophones qui projettent de quitter le Québec d'ici trois ans selon le niveau d'études

| Caractère du départ  | Niveau d'études |                |
|----------------------|-----------------|----------------|
|                      | Secondaire<br>% | Collégial<br>% |
| 1. Départ définitif  | 42              | 39             |
| 2. Départ provisoire | 14              | 23             |
| 3. Ne sais pas       | 44              | 38             |
| Total                | 100             | 100            |
|                      | N               | 132            |

TROISIÈME PARTIE

LES ENJEUX LINGUISTIQUES  
À TRAVERS LES PRISES DE POSITION PUBLIQUES  
DES GROUPES ET DES INDIVIDUS



Cette dernière partie complète le portrait de la situation linguistique et culturelle de la région de l'Outaouais. Cette esquisse particulière, nous l'avons dégagée en analysant<sup>1</sup> les prises de position et les débats publics actuels des groupes ou des individus qui se sont intéressés à la question et manifestés à l'un ou l'autre des moments clés de l'histoire linguistique récente de la région.

Après un bref retour sur les réactions provoquées par la loi 101 en 1977, nous analyserons directement les prises de position des groupes en présence, environ quatre ans après la mise en application de la loi. Pour conclure, nous présenterons les principaux enjeux linguistiques tels qu'ils nous sont apparus à l'analyse.

### 3.1. Un retour en arrière: les réactions de 1977 à la Loi 101

Les débats publics entourant la question linguistique ont une assez longue histoire. Retourner aux réactions provoquées par la Charte de la langue française, c'est retrouver des prises de position et une

---

1. Cette analyse de contenu, fragmentaire et partielle, porte sur deux sources importantes de données: a) les mémoires présentés à la commission parlementaire sur le projet de loi 1 (101) en 1977, et les mémoires déposés devant le comité Caldwell sur le statut de l'enseignement collégial en langue anglaise dans l'Outaouais à l'automne 1981; b) une revue de la presse régionale de l'année 1981 (décembre 1980 à décembre 1981). Le territoire étudié recouvre essentiellement le sud-ouest de la région correspondant au comté de Pontiac et à la communauté régionale de l'Outaouais.

argumentation qui ne se démentiront pas vraiment avec les années. Déjà bon nombre d'éléments se mettent en place qui définiront par la suite les enjeux linguistiques.

Les prises de position sont venues majoritairement de la communauté francophone<sup>2</sup>. C'est un véritable cri d'alarme que lancent ainsi les groupes francophones. À leurs yeux, la question linguistique se situe dans le cadre plus large du sous-développement culturel, économique et social de la région. Région frontalière, l'Outaouais vit une situation géolinguistique particulière, caractérisée par la présence du gouvernement fédéral qui définit et impose ses propres règles du jeu.

Sous couvert d'un certain désir de "développement" économique, le gouvernement d'Ottawa cherche à aliéner Hull et l'ensemble de l'Outaouais à la fois de leur orientation économique première et de leur identité culturelle québécoise, pour mieux arrimer notre région au Canada anglais.<sup>3</sup>

- 
2. Cinq mémoires furent présentés par des groupes de la région à la commission parlementaire sur le projet de loi 1 (101) en 1977. Quatre d'entre eux provenaient de groupes francophones et un seul de la communauté anglophone (voir la liste détaillée de ces mémoires en bibliographie).
  3. Société nationale des Québécois de l'Outaouais, Mémoire présenté à la commission parlementaire sur le projet de loi numéro 1, 1977. p. 2.

Petit à petit, les francophones de l'Outaouais risquent de devenir minoritaires et s'acheminent ainsi vers l'assimilation pure et simple.

La Charte de la langue française apparaît alors comme une bouée de sauvetage nécessaire, bien qu'insuffisante, pour freiner l'érosion linguistique et culturelle constante dont est victime la population francophone de la région de l'Outaouais.

De toutes les populations du Québec, il importe donc de donner aux francophones de l'Outaouais les moyens d'affirmer leur identité et de développer une culture et une société fortes et originales face à la ville d'Ottawa et la province d'Ontario irrémédiablement anglicisantes.<sup>4</sup>

Devant un tel diagnostic de dépendance économique et culturelle, la question scolaire devient la préoccupation majeure des groupes francophones dans le cadre de la Loi 101. Cet effet d'entraînement qu'ils n'attendent pas, par exemple, de la francisation nécessairement limitée du marché du travail, ils espèrent l'obtenir du régime scolaire, nouvelle pierre d'assise de l'aménagement linguistique proposé à l'Outaouais actuel. C'est ainsi qu'ils favorisent la "clause Québec". À cause du rôle traditionnellement assimilateur des écoles anglaises, certains proposent même un système scolaire unique pendant que d'autres

---

4. Conseil régional de la culture de l'Outaouais, Mémoire présenté à la commission parlementaire sur le projet de loi numéro 1, 1977, p. 2.

s'interrogent sur le statut de l'enseignement collégial non visé par la Loi 101.

Il en va tout autrement pour les anglophones qui, lors de la présentation de leur mémoire en 1977, se concentrent aussi sur la question scolaire. Fidèles partisans d'une totale liberté de choix d'enseignement pour tous, ils sonnent également l'alarme. Ils craignent une baisse prévisible de la clientèle scolaire dans le réseau anglais, entraînant une baisse parallèle des services. Au nom d'une qualité de vie, ils mettent l'accent sur les effets négatifs d'une telle loi coercitive, par rapport à des mesures incitatives, non seulement pour les anglophones ou les immigrants — que le système scolaire francophone n'est pas préparé à recevoir —, mais aussi pour les francophones condamnés ainsi à l'unilinguisme français sur le continent anglo-américain. Mais, plus fondamentalement, ils dénoncent les mesures scolaires prévues par la loi qui, créant à leurs yeux deux classes de citoyens, va à l'encontre du principe de l'égalité des droits entre les citoyens.

### 3.2. Les débats actuels sur la situation linguistique et culturelle

Quatre ans après, comment se présente la situation linguistique dans l'Outaouais aux yeux des groupes intéressés et de l'opinion publique? Quels ont été les changements perceptibles? les problèmes rencontrés?

Certains articles de la loi ont fait l'objet d'une application progressive accompagnée d'échéances précises. Tel est le cas pour les raisons sociales (31 décembre 1980) et l'affichage (1<sup>er</sup> septembre 1981), par exemple. D'autres mesures ont été mises en lumière à l'occasion des "cas" particuliers, telle la controverse entourant les tests linguistiques. Ces échéances et cas particuliers ont donc été l'occasion d'appuis et d'oppositions à la loi ou à certaines de ses mesures.

En partie absents des débats parlementaires de 1977, les anglophones de l'Outaouais sont très présents en 1981, ce qui est normal puisque la loi les atteint directement et dans leur vie quotidienne. Selon la revue de presse, par exemple, ce sont même les anglophones qui semblent les plus actifs. Faut-il déjà en conclure que les francophones se sentent maintenant plus en sécurité avec la Loi 101?

Les thèmes qui reviennent le plus fréquemment dans les débats ont trait à l'un ou l'autre des articles de la loi 101. Nous en traiterons ici séparément et sous une forme descriptive.

### 3.2.1. L'affichage et les raisons sociales (chapitre VII)

Ce qui est en cause ici, c'est le visage français ou bilingue de l'Outaouais. Ce thème, qui a valeur de symbole pour les deux commu-

nautés linguistiques, revient périodiquement comme une blessure mal guérie.

Il s'agit d'offensive et de résistance de la part des anglophones qui se montrent les plus actifs dans le dossier. Les appels à la résistance, toujours dans un cadre légal, sont nombreux et s'expriment déjà depuis plusieurs années. Les journaux sont, par les éditoriaux ou les lettres du lecteur, le meilleur média à cet égard. Cette lutte se fait contre un unilinguisme français qui ne respecte pas, selon eux, la réalité linguistique de la région et, à plus forte raison, dans des secteurs ou localités à forte majorité anglophone comme celle du comté de Pontiac, fer de lance de cette contestation<sup>5</sup>. Enfin, certains cas, comme celui de Singer à Montréal, deviennent à leurs yeux des cas exemplaires.

Chez les francophones, il s'agit d'un appui à la loi et d'une lutte contre l'unilinguisme anglais d'antan. Les groupes qui interviennent le font, tel le Mouvement impératif français, dans un esprit de surveillance quant à l'application de la loi<sup>6</sup>. On est sensible à tout changement, à tout ce qui peut paraître un obstacle à la reconquête du visage français de la région. La levée de boucliers, qui a

---

5. The Equity, éditorial, 7 janvier 1981; The Citizen, 11 décembre 1980, 31 décembre 1980, 1<sup>er</sup> juillet 1981.

6. Le Droit, 10 septembre 1981, article sur une enquête du M.I.F. (Mouvement impératif français) relative au respect de la loi dans l'affichage et les services à Aylmer.

suivi la décision de changer le nom d'un hôtel acheté par des intérêts étrangers<sup>7</sup>, en est une preuve parmi d'autres. Éléments importants d'un environnement et d'un "paysage", l'affichage et les raisons sociales sont un domaine où la Loi 101 peut imposer en partie de nouvelles règles du jeu et faire contrepoids au bilinguisme du territoire fédéral, bilinguisme qui accentue dans les faits le caractère anglais de la région d'Ottawa-Hull.

### 3.2.2. Les tests linguistiques (articles 20 et 35)

Les tests linguistiques dont il est question ici concernent les examens de compétence en français auxquels sont soumis actuellement les membres des ordres professionnels, et seront soumis dans l'avenir les employés de l'Administration publique à tous les niveaux.

C'est à partir de cas particuliers, propres ou non à la région, que ce thème est abordé. Il s'agit encore d'un thème récurrent au fil des événements et des conjonctures.

Ce sont évidemment les anglophones qui réagissent le plus fortement. Au delà d'une opposition de principe à l'existence même de tests qu'ils jugent discriminatoires, leur critique porte principalement sur le climat dans lequel s'effectue l'opération.

---

7. Le Droit, 29 mai 1981, 30 mai 1981, 3 juin 1981; The Citizen, 5 juin 1981.

An easing in the application of the law would give the government a more human face in its relations with "minorities", while a continuation of the rigidity would reinforce the view that the ultimate aim of the province's language laws is the final liquidation of all languages other than French.<sup>8</sup>

De plus, on évoque ses effets sur la communauté anglophone: perte éventuelle d'emploi pour certains, recrutement difficile du personnel en milieu majoritairement anglophone. Enfin, les anglophones craignent que de telles pratiques s'étendent à tout le domaine de l'Administration des secteurs public et parapublic et que ces institutions, responsables d'après la loi de leur programme de francisation, délèguent un tel pouvoir à l'Office de la langue française.

Les groupes francophones réagissent peu dans l'ensemble, mis à part des interventions individuelles qui soulignent le droit, pas toujours respecté dans les faits, pour la majorité francophone d'être servie dans sa langue<sup>9</sup>. Les réactions viennent davantage de la presse elle-même par des articles ou éditoriaux qui veulent rétablir les faits dans une plus juste perspective.

---

8. The Citizen, éditorial, 24 octobre 1981.

9. The Citizen, lettre du lecteur, 3 décembre 1980.

On peut trouver terrible que, pour pratiquer, des professionnels soient obligés de parler la langue de la majorité de ceux dont ils sollicitent la clientèle. On ne doit pas oublier par contre la kyrielle de difficultés à travers lesquelles cette même clientèle passe injustement quand, à cause d'un problème de communication, elle ne reçoit pas le service attendu. Le fait d'obliger les professionnels à parler français au Québec n'est pas en soi une preuve de discrimination comme on aime le prétendre. C'est une simple question de décence, de prudence même à l'occasion, que les bons moyens doivent servir adéquatement... Quoi qu'il advienne, dans les circonstances actuelles, un minimum de contrôle s'avère encore nécessaire afin que les objectifs de la loi 101 soient atteints. Mais il importe d'exercer ces contrôles avec discernement, ce qui n'est pas le cas pour l'instant.<sup>10</sup>

3.2.3. La francisation de l'Administration des secteurs public et parapublic (chapitre IV)

Directement relié, par certains aspects, aux questions de l'affichage public et des tests linguistiques, le débat sur la francisation de l'Administration publique fut animé et alimenté par les anglophones. Ces réactions traduisent l'inquiétude de ces derniers face à l'existence même de services publics en anglais. Ils s'élèvent contre ce passage sans transition à l'unilinguisme français dans l'Administration gouvernementale québécoise où il devient de plus en plus difficile d'obtenir, comme le permet pourtant la loi, des formulaires et de la docu-

---

10. Le Droit, éditorial, 20 octobre 1981.

mentation en anglais. Cela leur semble d'autant plus essentiel dans les domaines des services sociaux et de santé, qui touchent les gens dans leur vie quotidienne. La francisation de l'Administration publique les amène aussi à s'interroger sur la gestion et le contrôle des affaires publiques, sur le degré de reconnaissance du "fait anglais", de son expression possible là, à tout le moins, où existe une forte concentration d'anglophones<sup>11</sup>.

Ce mouvement se traduit à l'occasion par des réactions extrêmes pour échapper à la francisation: pétition dans le comté de Pontiac en faveur d'un territoire unilingue anglais et d'un rattachement à l'Ontario.

#### 3.2.4. Le marché du travail (chapitre VI)

Si nous mentionnons le cas du marché du travail, c'est d'abord pour souligner sa quasi-absence comme thème de débat public. Les quelques mentions que nous y retrouvons sont plus le fruit de déclarations officielles — celles de l'Office de la langue française, du Commissaire aux langues officielles — que de prises de position publiques d'organismes ou d'individus. Le sens de ces dernières se résume à ceci: éléments de tracasserie administrative aux yeux des anglophones;

---

11. Le Droit, 30 décembre 1980; The Equity, 17 décembre 1980, 10 juin 1981, septembre 1981; The Citizen, 11 décembre 1981.

effets indirects de la Loi 101 sur le travail comme dans le cas des pourvoyeurs qui prévoient une baisse de la demande extérieure au Québec par suite de la publicité et de l'affichage unilingues français. Fait significatif sans doute, parmi les quelques articles de journaux qui traitent de ce thème général, plusieurs concernent le contentieux linguistique au sein de la fonction publique fédérale; citons, par exemple, le témoignage du Commissaire aux langues officielles selon lequel, même à Ottawa, le travail en français est très difficile<sup>12</sup>. Il faut tenir compte du fait que, dans l'Outaouais, et plus particulièrement dans la région de Hull et des environs, le marché du travail échappe pour ainsi dire à la Loi 101, tant la présence du gouvernement fédéral y est déterminante. L'application de la Loi 101 au marché du travail ne peut alors constituer la clé de voûte de la politique linguistique dans l'Outaouais comme le relevaient déjà en 1977 la plupart des mémoires des groupes francophones.

---

12. Le Droit, 4 novembre 1981.

### 3.2.5. La question scolaire<sup>13</sup> (chapitre VIII)

La question scolaire<sup>14</sup> a refait surface à l'occasion des débats politiques entourant la charte fédérale des droits et les articles relatifs à l'enseignement, et surtout au moment des discussions concernant l'avenir du campus anglophone Heritage. Cette question reste donc toujours l'élément catalyseur pour les deux communautés linguistiques. C'est à travers elle que s'expriment une vision de la société et une analyse plus générale de la situation.

#### - Bref historique du cas du campus Heritage

Objet central des débats actuels, voici un bref historique du cas du campus Heritage<sup>15</sup> rattaché actuellement au cégep de l'Outaouais. Il s'agit d'un contentieux qui date de plusieurs années. Il remonte pour ainsi dire à la création même du cégep de l'Outaouais en 1967, où

- 
13. Nos sources ont été essentiellement les mémoires présentées au comité Caldwell avec la revue de presse rendant compte de ces interventions.
  14. D'autres événements, plus épisodiques, ont aussi animé le débat scolaire dans les journaux: les coupures relatives aux classes d'accueil qui ont conduit à l'exclusion des anglophones non immigrants; la restructuration scolaire et ses conséquences linguistiques.
  15. Il ne s'agit pas pour nous de traiter du cas du campus Heritage en lui-même mais pour son caractère de "révélateur" d'une situation linguistique et culturelle donnée.

Il fut décidé d'administrer sous un même toit l'enseignement en français et en anglais. Cette cohabitation linguistique durera jusqu'en 1971-1972; les tensions linguistiques entre les étudiants amènent alors la formation d'une commission d'étude ad hoc. Dès ce moment se pose le problème de la définition du statut d'un campus anglophone: cohabitation linguistique totale, campus distinct mais affilié au cégep, autonomie physique et administrative complète. Une politique linguistique adoptée en 1972 réaffirme les pouvoirs d'administration du cégep de l'Outaouais sur l'ensemble de l'enseignement collégial dans l'Outaouais tout en proposant la création d'un campus anglophone homogène et distinct. Cette politique restreint de plus l'accès à l'enseignement collégial en anglais aux seuls étudiants ayant fait leurs trois dernières années du niveau secondaire en anglais. Ce dernier règlement sera aboli en 1981. Mécontents des services offerts et d'une absence de participation aux décisions concernant le cégep, les anglophones exerceront des pressions pour obtenir plus de ressources et surtout plus d'autonomie. Ils procèdent à une première demande formelle en 1975, mais qui échoue. Une nouvelle tentative s'amorce en 1979. Débats, rencontres, tergiversations aboutissent finalement, au printemps 1981, à un protocole d'entente, approuvé par le ministre de l'Éducation, entre le conseil d'administration du cégep de l'Outaouais et celui du cégep régional Champlain. Cette entente concrétise l'affiliation du campus Héritage au secteur

collégial anglophone. Mais, sous la pression de groupes francophones, le ministre de l'éducation décidait d'un moratoire et de la formation d'un comité d'étude sur l'avenir et le statut de l'enseignement collégial anglophone dans l'Outaouais. Le mandat de ce comité était d'analyser l'état actuel de l'organisation de l'enseignement collégial pour la communauté anglophone dans le contexte socioculturel de la région et de faire des recommandations au ministre de l'éducation. Il a tenu des audiences publiques à l'automne 1981 et déposé son rapport en décembre de la même année.

- Les interventions des groupes en présence

Les groupes francophones reconnaissent d'emblée que l'évolution des dernières années a amené un sentiment de sécurité linguistique et culturelle plus grand chez les francophones. Il en est résulté également une plus grande fierté, notamment chez les étudiants qui "ont développé progressivement une identité et une fierté culturelles qui ont diminué considérablement leur tendance à s'exprimer volontiers en anglais quand l'occasion se présente et à utiliser des anglicismes

et des mots de vocabulaire anglais dans leur langage quotidien"<sup>16</sup>.

Mais, en dépit de cette fierté nouvelle, les francophones de l'Outaouais se sentent toujours minoritaires, malgré la force apparente et trompeuse du nombre du côté québécois.

C'est donc dans un cadre beaucoup plus large que les groupes francophones veulent aborder non seulement le problème de l'autonomie du campus anglophone mais toute la question scolaire et linguistique. En cela, ils poursuivent l'argumentation déjà développée en 1977.

- 
16. Mouvement impératif français, Un CEGEP anglophone dans l'Outaouais, 1981, p. 8. Mais des résultats d'enquêtes du Conseil de la langue française sur la conscience linguistique des jeunes Québécois francophones nous amènent à nuancer cette impression générale. Ces enquêtes révèlent en effet que les jeunes du "milieu Hull" utilisent abondamment l'anglais dans leurs activités culturelles et que leur attachement à la langue française s'accompagne d'un pessimisme plus grand qu'ailleurs face à son avenir (Conscience linguistique des jeunes Québécois, Gouvernement du Québec, Conseil de la langue française, 1981. Tome I: Édith Bédard et Daniel Monnier, Influence de l'environnement linguistique chez les élèves francophones de niveau secondaire IV et V, "Dossiers du Conseil de la langue française/Études et recherches", n° 9, 164 p.; tome II: Pierre Georgeault, Influence de l'environnement linguistique chez les étudiants francophones de niveau collégial I et II, "Dossiers du Conseil de la langue française/Études et recherches", n° 10, 158 p.).

Les interventions récentes d'Ottawa dans l'aménagement de la région favorisent une reprise de l'Outaouais par le Canada anglais. Le gouvernement fédéral a d'abord rattaché psychologiquement l'Outaouais à Ottawa par l'institution de la Région de la capitale dite nationale. La construction d'énormes édifices fédéraux a rapidement achevé son rattachement physique. La ville de Hull est maintenant le lieu de travail quotidien de plus de 15 000 fonctionnaires fédéraux dont la majorité sont anglophones, voire unilingues anglais. Ces interventions ont profondément ébranlé le caractère industriel et francophone de l'Outaouais. Désormais la fonction publique canadienne anglicisante donne le ton à son noyau urbain... un agent d'anglicisation et les dispositions de la Loi 101 visant la langue de travail n'y peuvent absolument rien... (d'où l'importance de la Loi 101 et de sa clause Québec) qui ont rétabli les règles du jeu de façon à assurer la sécurité culturelle de la majorité francophone dans l'Outaouais.<sup>17</sup>

Cette prise de position publique, au moment du débat entourant la charte fédérale des droits, résume bien l'essentiel de l'argumentation de fond des groupes francophones. Ce sera la même analyse générale qui prévaudra en 1981 dans la très grande majorité des mémoires déposés devant le comité Caldwell<sup>18</sup>. Plusieurs thèmes seront évoqués devant ce comité: rappel de la situation de minoritaires des francophones sur ce

---

17. Charles Castonguay, "L'Outaouais français et le projet Trudeau", Le Devoir, 8 décembre 1980.

18. Voir la liste détaillée de ces mémoires en bibliographie.

territoire particulier entourant les deux rives de l'Outaouais; sous-développement général de la région, état chronique qui apparaît d'autant plus grand comparé à l'"opulence" de sa contrepartie ontarienne dont elle est trop souvent dépendante<sup>19</sup>; sous-développement qui s'accompagne notamment d'une sous-scolarisation. "À quand un cégep francophone à Gatineau?", demande un intervenant<sup>20</sup>. Les établissements d'enseignement apparaissent alors comme un outil essentiel de développement, parmi d'autres évidemment:

La population de l'Outaouais se doit d'obtenir un jour des institutions post-secondaires aptes à créer un dynamisme dans le milieu, qui va lui permettre de choisir ses voies de développement en fonction de ses propres priorités. Cet objectif pourra être atteint dans la mesure où le cégep sera capable d'assumer avec vigueur un leadership institutionnel incontestable auprès de la clientèle francophone de l'Outaouais.<sup>21</sup>

Chez ces francophones, qui se regroupent principalement dans les secteurs de la vie socioculturelle de l'Outaouais, une tendance majoritaire se manifeste contre la demande d'autonomie du campus Héritage.

---

19. Mouvement impératif français, Un CEGEP anglophone dans l'Outaouais, 1981, pp. 3-4.

20. Le Droit, lettre du lecteur, 17 novembre 1981.

21. Albert Leduc et Renaud Bouret, groupe de professeurs du cégep, Le CEGEP de l'Outaouais et le pavillon anglophone, 1981, p. 17.

Même s'ils se déclarent en principe d'accord avec la reconnaissance de l'autonomie des établissements d'enseignement anglophones, ils subordonnent ce droit à la situation conjoncturelle de l'Outaouais. Face au rôle anglicisant du marché du travail et aux règles du jeu qui y prévalent, face au caractère traditionnellement anglicisant de l'école, ces groupes parlent de la concurrence et de la compétition inégale que provoquerait la création d'un cégep anglophone autonome dans une situation où le niveau collégial échappe à la Loi 101<sup>22</sup>. Ils dissocient alors droit à l'enseignement en anglais et contrôle des établissements d'enseignement. De plus, la configuration socio-économique qui unit les deux rives de l'Outaouais a aussi sa contrepartie sur le plan socio-culturel. C'est dans cet esprit que les groupes francophones rappellent sans cesse l'existence des franco-Ontariens et la situation qui leur est faite comme minorité. Cette comparaison amènera la majorité d'entre eux à proposer, sous une forme ou sous une autre, des accords de réciprocité Québec-Ontario pour régler la question scolaire des deux communautés linguistiques sur l'ensemble du territoire de la région d'Ottawa-Hull<sup>23</sup>.

22. Gérard Laurin, Mémoire, s.d., p. 15.

23. Eugène Lavoie, Mémoire sur le statut du Campus Heritage, 1981, pp. 1-2.

Quelques voix minoritaires s'élèvent parmi l'élément francophone<sup>24</sup>. Ces voix diffèrent, non sur le constat de base,

[...] situation de zones frontalières qui est un fait de géopolitique observable en maints endroits du monde, qui pose problèmes particuliers qui commandent des solutions particulières... forte minorité anglophone dans l'Outaouais et [...] dynamique régionale fortement influencée par le côté ontarien... il faut investir massivement dans une région frontalière comme la nôtre de façon à la rendre aussi indépendante que possible vis-à-vis la rive ontarienne.<sup>25</sup>

mais sur la prise de position à en tirer,

[...] c'est par des mesures positives, c'est par des mesures incitatives que l'État québécois peut et doit affirmer le fait français dans la région, pas en empêchant les anglophones d'exercer un droit qui leur est reconnu ailleurs en province.<sup>26</sup>

24. Les intervenants francophones favorables à l'autonomie proviennent du milieu collégial lui-même et ont eu à vivre les problèmes quotidiens posés par le statut actuel du campus anglophone: directeur général du cégep, syndicat des professeurs qui regroupe actuellement les enseignants anglophones du cégep.

25. Bernard Bélanger, directeur général du cégep de l'Outaouais, Mémoire soumis aux membres du comité chargé par le ministère de l'Éducation du Québec de faire des études et recommandations relatives à l'organisation de l'enseignement collégial pour la communauté anglophone de la région de l'Outaouais, 1981, p. 4.

26. Ibid., p. 4.

Du côté des anglophones, il s'agit d'un front commun patiemment édifié.

Tout d'abord, les anglophones s'élèvent contre une fausse perception dont sont victimes les anglophones de la région de l'Outaouais.

Cette clientèle [anglophone] a été dépeinte comme une bande de nouveaux venus, une expansion de la majorité canadienne-anglaise au Québec, totalement insensible au fait français dans la région. Or les anglophones furent au contraire, les premiers Européens à s'établir dans la région. Leurs descendants composent la grande majorité des 30 000 anglophones de l'Outaouais, depuis Fort Coulonge jusqu'à Buckingham et en remontant la vallée de la Gatineau jusqu'à Maniwaki, qui sont, quant à eux, une minorité dans cette région.<sup>27</sup>

Se percevant eux-mêmes comme une minorité (et non une majorité), les anglophones réclament les droits scolaires garantis par la Loi 101. Ces droits, garantis et exercés partout ailleurs au Québec, ne peuvent être refusés à la communauté anglophone de l'Outaouais sous prétexte que l'on craint pour la survie de la langue et de la culture françaises. Cette crainte est d'ailleurs sans objet à leurs yeux en regard d'une population francophone formant 80% de la population de la région<sup>28</sup>, et du "fait

27. Conseil des minorités, Mémoire, s.d., p. 4.

28. Robert A. Willson, Presentation to the Caldwell Committee on the Status of the Anglophone College with Relation to the Outaouais Region, 1981, p. 1; Heritage Faculty Association, Brief to the Commission Investigating the Impact of an Independent English CEGEP on the Francophone Culture of the Outaouais and the Relationship between Heritage Campus and the CEGEP de l'Outaouais, 1981, p. 1.

français [qu] est une réalité bien vivante... grâce à la fierté que manifestent les membres de la majorité francophone à l'égard de leur langue et de leur culture, et grâce au soutien qu'ils reçoivent à travers un ensemble complet de services dans leur langue<sup>29</sup>. Les anglophones refusent d'être sacrifiés à une peur illusoire, que certains qualifient même de paranoïa. Ils s'opposent à l'intégration scolaire et manifestent leur scepticisme face à ce qui leur apparaît comme une volonté trop soudaine des francophones à cet égard.

D'où vient ce brusque revirement de position, ce désir soudain d'intégrer les étudiants anglophones?... Que signifie réellement l'intégration, compte tenu du passé récent où les étudiants anglophones de l'Outaouais étaient séparés et ne recevaient pas un traitement égal aux autres?<sup>30</sup>

Ce respect des droits scolaires doit permettre à la communauté anglophone de contrôler ses établissements d'enseignement et d'assurer son droit de représentation tout en augmentant la qualité de ses services<sup>31</sup>. Enfin, un tel établissement de niveau collégial deviendrait

---

29. Conseil des minorités, Mémoire, s.d., p. 2; Comité des 40, Un mémoire présenté au comité d'étude sur l'enseignement collégial pour la clientèle anglophone, 1981, p. 5.

30. Conseil des minorités, Mémoire, s.d., pp. 4-5.

31. Conseil des minorités, Mémoire, s.d., p. 6; Comité d'école d'Arcy-McGee, Brief Presented to the Committee on the Status of Heritage Campus on Wednesday, October 21, 1981, at "La maison du citoyen", in Hull, 1981, p. 6.

alors un lieu de regroupement pour la communauté anglophone, décrite ici comme une communauté dispersée et fort dépendante elle aussi de l'Ontario<sup>32</sup>, mais désireuse de préserver ses institutions et ses modes de vie.

### 3.3. L'avenir des communautés francophone et anglophone: les enjeux linguistiques

À partir des objets mêmes du débat linguistique et à travers une lecture de la situation faite par les groupes en présence, nous allons tenter de dégager les principaux enjeux linguistiques tels qu'ils nous apparaissent de l'extérieur.

#### 3.3.1. Premier enjeu: une définition des communautés et du territoire

Un premier enjeu concerne la définition même des deux communautés en présence. De quelle minorité parlons-nous? De quel territoire s'agit-il?

Nous sommes en présence de deux perceptions contraires.

Les anglophones ne sont pas minoritaires dans la région frontalière de l'Outaouais. Ils constituent, au contraire, une majorité

---

32. Robert A. Willson, Presentation to the Caldwell Committee on the Status of the Anglophone College with Relation to the Outaouais Region, 1981, p. 9.

vivant dans un contexte culturel et économique qui les favorise.<sup>33</sup>

Telle qu'exprimée dans son mémoire, l'opinion du Mouvement impératif français résume bien la position des groupes francophones intéressés par les débats. Ce sont les francophones qui forment la véritable minorité à protéger. Au delà du point de vue purement démographique, "dans la perspective socio-économique interrégionale qui correspond au vécu quotidien des populations concernées, les francophones forment une minorité"<sup>34</sup>.

Chez les anglophones, l'image est inversée: la majorité devient la minorité et la minorité devient la majorité. Rappelons un extrait du mémoire du Conseil des minorités qui met en lumière le développement du fait français dans l'Outaouais, cette "réalité bien vivante"; on y parle d'une majorité qui reçoit tous les services dans sa langue: établissements d'enseignement, médias, services de santé, etc. Cette situation fait d'autant plus ressortir le statut minoritaire de la communauté anglophone<sup>35</sup>.

33. Mouvement impératif français, Un CEGEP anglophone dans l'Outaouais, 1981, p. 11.

34. Charles Castonguay, Le Devoir, 23 septembre 1981.

35. Conseil des minorités, Mémoire, s.d., pp. 2-4.

Ces perceptions contraires s'appuient sur un cadre de référence qui délimite différemment le territoire. Développons cette idée davantage.

Les anglophones situent les débats uniquement dans le cadre du Québec au sein duquel ils se définissent comme une minorité ayant des droits reconnus par la loi.

C'est déplacer le problème du campus Heritage que de vouloir le situer dans le cadre de l'Amérique du Nord tout entière. Le campus Heritage est situé au Québec, il relève de la juridiction du Québec et c'est dans cette perspective qu'on doit étudier sa situation. Les anglophones ont des droits et ils sont les mêmes partout au Québec.<sup>36</sup>

La position des francophones est ambivalente. On se situe d'emblée dans le cadre d'une réalité qui s'appelle la région de la capitale nationale: cadre qu'on juge étouffant et assimilateur mais auquel on ne peut échapper et dont on se sait dépendant dans la vie de tous les jours (travail, services, équipements culturels et scolaires); cadre sur lequel on met l'accent mais pour le dénoncer et pour essayer

---

36. Le Droit, 23 octobre 1981 (article reprenant des commentaires d'un porte-parole du Conseil des minorités).  
Prise de position tactique? Qu'en est-il alors de l'observation faite par Cary Caldwell à propos du sentiment d'appartenance des anglophones de l'Outaouais qui, semble-t-il, "tendent fortement à s'identifier à une région qui inclut les deux rives de la rivière Outaouais"? (Cary Caldwell, Le Québec anglophone hors de la région de Montréal dans les années soixante-dix. Évolution sociodémographique, Gouvernement du Québec, Conseil de la langue française, "Dossiers du Conseil de la langue française/Études et recherches", n° 4, 1980, 121 p., p. 88.)

d'en reculer les limites et l'emprise; cadre dans lequel on se définit évidemment comme une minorité<sup>37</sup>. Dans cette perspective, enfin, on invoque une solidarité linguistique et culturelle avec les franco-Ontariens: références nombreuses au sort injuste qui leur est fait, insistance sur des accords de réciprocité Québec-Ontario à propos des droits scolaires<sup>38</sup>. Or, en même temps, on s'affirme comme majorité sur une portion du territoire où l'on peut dans certaines limites établir les règles du jeu. Il y a donc, à ce sujet, une position ambivalente mais où le sentiment de minoritaire reste toujours le plus fort.

### 3.3.2. Deuxième enjeu: Le visage de l'Outaouais

Un deuxième enjeu se réfère au visage de l'Outaouais. Le débat s'est fait à travers les luttes pour l'affichage, la publicité ou encore la langue des services publics. Visage français? Visage bilingue? Ce qui est en cause ici, c'est l'expression d'une identité linguistique et culturelle qui semble vitale à chacune des deux communautés en présence. Lutte en apparence au niveau du symbole et de

---

37. Eugène Lavoie, Mémoire sur le statut du Campus Héritage, 1981, pp. 1-2; Charles Castonguay, Le Devoir, 23 septembre 1981.

38. Eugène Lavoie, Mémoire sur le statut du campus Héritage, 1981, pp. 1-2; Parti Québécois de la région de l'Outaouais, L'enseignement collégial dans l'Outaouais, 1981, pp. 3-4; Mouvement impératif français, Un CECEP anglophone dans l'Outaouais, 1981, pp. 11-12.

l'imaginaire, ses retombées n'en sont pas moins très présentes et très concrètes dans la vie quotidienne des gens. C'est, enfin, une autre façon de définir et de s'approprier le territoire.

### 3.3.3. Troisième enjeu: les inquiétudes institutionnelles des anglophones

À travers les inquiétudes institutionnelles de la communauté anglophone s'exprime un troisième enjeu. Ces inquiétudes se manifestent surtout à l'occasion des débats sur l'affichage, la francisation des services publics ou la question scolaire. On craint que l'unilinguisme français officiel ne conduise à la disparition progressive de la collectivité anglophone. Comment maintenir un sentiment d'appartenance, une identité culturelle si disparaissent institutions, symboles et modes de vie qui alimentent cette identité?<sup>39</sup> Ce qui est en jeu, c'est le contrôle de ses institutions par une communauté donnée. Que signifie concrètement "avoir le contrôle de ses institutions"? Jusqu'où peut aller ce contrôle?

---

39. Conseil des minorités, Mémoire, s.d., p. 23; Heritage Faculty Association, Brief to the Commission Investigating the Impact of an Independant English CEGEP on the Francophone Culture of the Outaouais and the Relationship between Heritage Campus and the CEGEP de l'Outaouais, 1981, pp. 11-14; The Equity, éditorial, 24 juin 1981. Dans son étude déjà citée, Gary Caldwell souligne l'importance du système scolaire comme force de soutien et source de leadership des communautés anglophones, rurales à tout le moins, dans l'évolution actuelle de ces communautés au sein du Québec: "La conjoncture que vit le milieu scolaire anglophone est très particulière; non pas parce qu'il est différent des autres milieux scolaires en Amérique du Nord, mais bien à cause des particularités du contexte où il se trouve et de l'absence d'autres institutions de soutien. Dans ces conditions, de toute évidence, son potentiel et sa responsabilité sont énormes vis-à-vis de ce qui se passe dans le contexte actuel." (Gary Caldwell, op. cit., p. 100.)

### 3.3.4. Quatrième enjeu: ghetto ou intégration?

Ghetto ou intégration... tel est le quatrième enjeu. Cet enjeu, lié au précédent, pose la question de la place des anglophones au Québec et, plus particulièrement ici, dans l'Outaouais québécois. Un éditorial du Droit, pourtant favorable à l'autonomie du campus, fait le constat suivant:

À quelle sorte d'intégration socioculturelle on invitera les jeunes anglophones... [qui] risquent d'évoluer dans un enclos où pour toutes sortes de raisons sera naturellement maintenue l'habitude de vivre à l'heure d'Ottawa et de l'Ontario.<sup>40</sup>

Soulignons ici le rôle apparemment contradictoire de l'école dans la situation québécoise actuelle. En effet, si l'école — "dernier secteur du milieu anglophone où l'on peut fonctionner en faisant abstraction des exigences de la société concernée"<sup>41</sup> — est le lieu de l'isolement, elle peut être aussi un des outils de l'intégration culturelle et linguistique<sup>42</sup>.

---

40. Le Droit, éditorial, 24 octobre 1981.

41. Gary Caldwell, op. cit., p. 100.

42. C'est aussi en partie au nom de cette intégration que certains représentants francophones favorisent l'intégration scolaire des jeunes anglophones — tout en leur garantissant l'enseignement en anglais, plutôt qu'une autonomie complète du système scolaire anglais, qui assurerait lui-même cette intégration culturelle et linguistique, comme le revendiquent les représentants anglophones.

L'école reste donc au coeur des attentes. D'où la profession de foi de certains responsables anglophones qui disent vouloir "produire des diplômés pouvant vivre confortablement au Québec et être culturellement à l'aise dans cette province majoritairement francophone"<sup>43</sup>. Cela explique aussi les protestations de parents anglophones qui trouvent contradictoires la volonté politique d'intégrer les anglophones et le refus de les admettre dans les classes d'accueil, moyen jugé parmi les plus efficaces en vue de cette intégration<sup>44</sup>.

### 3.3.5. Cinquième enjeu: le développement de la région de l'Outaouais

Un dernier enjeu dépasse la question linguistique, mais la situe dans son contexte véritable: le développement de la région de l'Outaouais. Cette question dépasse de beaucoup l'objet de la présente analyse. Aussi nous contenterons-nous de poser le problème.

---

43. Comité exécutif du conseil d'administration du collège régional Champlain, Mémoire au comité d'étude sur l'enseignement collégial pour la communauté anglophone de la région de l'Outaouais, 1981, p. 4.

44. Lettre de parents au ministère de l'Éducation parue dans The Equity, 11 mars 1981.  
Des commentaires recueillis lors de séminaires organisés par le Conseil de la langue française en milieux anglophones montrent que ces derniers sont conscients de ce que l'intégration passe par une meilleure connaissance de la langue française et qu'ils sont critiques face à l'insuffisance de la préparation actuelle des jeunes. (Le Québec anglophone hors de la région de Montréal dans les années soixante-dix: rapport sur les séminaires, texte miméo., 1980, p. 12.)

In 1977, comme quatre ans plus tard, tous les intervenants francophones, groupes ou individus, soulèvent cette question. Sur le seul plan socioculturel, par exemple, un éditorial souligne l'incohérence gouvernementale qui freine, semble-t-il, l'autonomie du campus anglophone sans pour autant mettre en place, malgré certains efforts, les instruments d'un véritable développement culturel de la majorité francophone<sup>45</sup>.

Mais, plus fondamentalement, tant que la région sera victime de son sous-développement, tant qu'elle sera dépendante des autres, tant qu'elle n'aura pas des outils pour son autodéveloppement à tout point de vue, les règles du jeu mises en place par la Loi 101 n'auront qu'une portée limitée. Qu'est le pouvoir culturel ou linguistique sans le pouvoir économique?

---

45. Le Droit, éditorial, 4 août 1981.

Bibliographie de la troisième partie

- A) Mémoires présentés à la commission parlementaire sur le projet de loi 1 (101), 1977
1. Association des enseignants du sud-ouest du Québec (A.E.Q.), Mémoire présenté au gouvernement du Québec sur le projet de loi numéro 1, la Charte de la langue française, 1977, 10 p.
  2. Société nationale des Québécois de l'Outaouais, Mémoire de la Société nationale de l'Outaouais présenté à la commission parlementaire sur le projet de loi numéro 1, 1977, 8 p.
  3. Mouvement impérial français, Mémoire soumis à la commission parlementaire sur le projet de loi numéro 1: la Charte du français au Québec, 1977, 8 p.
  4. Un comité représentant la collectivité anglophone d'éducation de l'ouest du Québec, L'impact sur l'enseignement du projet de loi numéro 1, visant plus particulièrement la région de l'ouest du Québec, Mémoire présenté à la commission parlementaire sur le projet de loi numéro 1, 1977, 33 p.
  5. Conseil régional de la culture de l'Outaouais, Mémoire du Conseil régional de l'Outaouais à la commission parlementaire sur le projet de loi numéro 1, 1977, 12 p.
- B) Mémoires présentées au comité Caldwell sur le statut de l'enseignement collégial en anglais dans la région de l'Outaouais lors des audiences publiques tenues à Hull les 21 et 22 octobre 1981
1. Comité exécutif du conseil d'administration du collège régional Champlain, Mémoire au comité d'étude sur l'enseignement collégial pour la communauté anglophone de la région de l'Outaouais, 1981, 8 p.
  2. Comité des 40, Un mémoire présenté au comité d'étude sur l'enseignement collégial pour la clientèle anglophone, 1981.

3. Bernard Bélanger, directeur général du cégep de l'Outaouais, Mémoire soumis aux membres du comité chargé par le ministère de l'Éducation du Québec de faire des études et recommandations relatives à l'organisation de l'enseignement collégial pour la communauté anglophone de la région de l'Outaouais, 1981, 8 p.
4. Parti Québécois de la région de l'Outaouais, L'enseignement collégial dans l'Outaouais, 1981, 4 p.
5. Comité d'école d'Arcy-McGee, Brief Presented to the Committee on the Status of Heritage Campus on Wednesday, October 21, 1981, at "La maison du citoyen", in Hull, 1981, 4 p.
6. Robert A. Willson, Presentation to the Caldwell Committee on the Status of the Anglophone College with Relation to the Outaouais Region, 1981, 12 p.
7. Elizabeth Barr, Brief Presented to the Official Committee Investigating the English CEGEP Education in the Outaouais, 1981, 4 p.
8. Syndicat des enseignants du collège de l'Outaouais, Mémoire au sujet du Campus Heritage, 1981, 12 p.
9. Gérard Laurin, Mémoire, s.d.
10. Eugène Lavoie, Mémoire sur le statut du Campus Heritage, 1981, 3 p.
11. Conseil des minorités, Mémoire, s.d.
12. Heritage Faculty Association, Brief to the Commission Investigating the Impact of an Independent English CEGEP on the Francophone Culture of the Outaouais and the Relationship between Heritage Campus and the CEGEP de l'Outaouais, 1981, 2 p. et annexes.
13. Albert Leduc et Renaud Bouret, groupe de professeurs du cégep, Le CEGEP de l'Outaouais et le pavillon anglophone, 1981, 21 p.
14. Mouvement impératif français, Un CEGEP anglophone dans l'Outaouais, 1981, 15 p.

C) Revue de presse: liste des journaux

Cette analyse a été faite à partir des revues de presse constituées par le Conseil de la langue française, l'Office de la langue fran-

caise et le Service général des communications du ministère de l'Éducation pour l'année 1980-1981 (décembre 1980 à décembre 1981).

Trois sources importantes: Le Droit, The Citizen et The Equity. À cela s'ajoutent certains articles de la presse provinciale (Le Devoir, La Presse et The Gazette) ou de la presse locale (Le Régional, La Revue de Gatineau, L'Écho).

## CONCLUSION

### Les dilemmes du présent

L'Outaouais, région frontalière, vit une situation démographique et culturelle originale qui n'a pas d'équivalent ailleurs au Québec et même au Canada. Environ les trois quarts de la population de cette région, majoritairement francophone, vit dans une enclave, la communauté régionale de l'Outaouais, qui fait partie d'un espace géographique plus vaste habité par une communauté plus imposante et majoritairement anglophone. Séparées uniquement par la rivière des Outaouais, ces communautés se côtoient quotidiennement et elles entretiennent des rapports constants sur le marché du travail, dans les commerces et les services et dans le domaine culturel, par exemple, les médias, les spectacles, les musées, etc.

Cependant, sur le plan politique, chaque communauté obéit à des règles du jeu différentes: du côté ontarien, ces règles sont définies par une législature provinciale qui représente une population majoritairement anglophone alors que, du côté québécois, elles sont conçues pour satisfaire à une population majoritairement francophone. Ce qui rend la situation encore plus complexe, c'est la présence d'une troisième force politique, l'Administration fédérale, qui chevauche les deux entités provinciales et qui répond à des critères définis pour un ensemble canadien lui aussi majoritairement anglophone. On sait que cette Administration, par l'intermédiaire de la Commission de la Capitale nationale, s'est dotée de pouvoirs

qui outrepassent souvent ceux des conseils municipaux et des législatures provinciales.

C'est dans ce contexte enchevêtré que peut s'expliquer la problématique linguistique et culturelle de la région de l'Outaouais. On comprend pourquoi les individus et les groupes francophones ou anglophones ont de la difficulté à situer le lieu de leur appartenance linguistique et culturelle.

C'est ainsi que les francophones, tout en se disant majoritaires au Québec, insistent sur leur situation de minoritaires dans la région de la capitale nationale allant jusqu'à se comparer aux Franco-Ontariens. S'ils puisent souvent à la culture de la majorité anglophone et empruntent sa langue pour le travail, pour le commerce et les affaires et même pour les activités culturelles, ils se montrent inquiets en même temps quant à leur avenir linguistique et préoccupés de la survie et du développement de la culture française dans leur région. Aussi réclament-ils une attention spéciale et un soutien pour pouvoir non seulement survivre mais se développer comme entité linguistique et culturelle distincte. En freinant indirectement l'immigration anglophone, la "clause Québec", inscrite dans la Charte de la langue française, garantit aux francophones de l'Outaouais une stabilité sur le plan démographique. La Charte permet également, par le biais de l'affichage, de

donner une image française à cette région majoritairement francophone. Ces mesures n'assurent pas pour autant l'avenir linguistique et culturel des francophones.

Pour survivre et se développer, doivent-ils chercher protection et appui auprès de l'Administration fédérale et y jouer la carte du minoritaire? Doivent-ils, au contraire, tabler sur leur statut de majoritaires au Québec et chercher les appuis nécessaires auprès de l'Administration québécoise même si cette dernière peut leur paraître parfois éloignée et pas assez au fait de leur situation et de leurs attentes?

Pour les anglophones de la région, le dilemme est plus récent; ces derniers viennent de prendre conscience de leur statut de minoritaires et ce sentiment est en grande partie attribuable à l'application graduelle de la Charte de la langue française. Entre autres choses, l'application de la "clause Québec" entraîne une diminution de l'immigration anglophone du côté québécois. En ramenant les effectifs scolaires, surtout du côté anglo-protestant, à de plus justes proportions, elle constitue une menace pour le développement, voire même parfois la survie des établissements d'enseignement anglophones. Elle occasionne aussi des inconvénients dans les services sociaux et ceux de la santé. Enfin, la mise en vigueur des règlements sur l'affichage s'attaque plus spéci-

fiement aux symboles visibles de la présence des anglophones au Québec.

Il est probable que les problèmes éprouvés par les anglophones de la région de Pontiac diffèrent de ceux que vivent les anglophones établis depuis peu sur le territoire de la communauté régionale de l'Outaouais. Cependant, les uns et les autres se réfèrent habituellement et définissent leur appartenance par rapport à une région qui englobe les deux rives de la rivière Outaouais. Sur le plan du travail, cette communauté continue à avoir largement accès au marché de l'Administration fédérale et à celui du nord-est ontarien; du côté culturel, elle bénéficie pleinement des institutions culturelles fédérales et ontariennes et, par le biais des médias, elle participe à la culture anglo-saxonne canadienne et nord-américaine. Dans ce contexte, la Charte de la langue française constitue-t-elle une menace sérieuse pour leur avenir comme communauté linguistique? En somme, les anglophones de l'Outaouais ne vivent-ils pas la plupart du temps la situation confortable de la majorité canadienne évoquant à l'occasion, au Québec, leur situation de minoritaires surtout pour réclamer des adoucissements de la Charte ou pour faire valoir leurs droits institutionnels? Leur dilemme serait-il alors purement circonstanciel?

#### L'avenir des communautés linguistiques dans l'Outaouais

Même si, dans l'avenir, la situation géopolitique de l'Outaouais subit quelques modifications, ces dernières auront peu d'influence sur

la situation géolinguistique: les francophones de cette région continueront à côtoyer une majorité d'anglophones et à vivre dans le voisinage immédiat d'un univers anglo-saxon. Leur destin demeurera même inextricablement lié.

En pareille situation, quelles seront, à moyen et à long terme, les retombées de la Charte de la langue française? Et si l'article 23 et la "clause Canada" inscrite dans la nouvelle Charte canadienne invalidaient la "clause Québec" dans la Charte québécoise de la langue, l'immigration anglophone viendrait-elle mettre en péril l'équilibre démographique nécessaire à la survie des francophones?

Compte tenu de la place prépondérante des institutions fédérales du côté du Québec et des migrations quotidiennes pour le travail et les affaires vers l'Ontario, on peut supposer que le français effectuera des progrès très lents dans le monde du travail.

Il en ira probablement de même dans les commerces et les services: le français y regagnera un certain statut. Mais, à plus ou moins long terme, il ne saurait y avoir d'évolution significative si on prend en considération qu'une forte proportion des utilisateurs est unilingue anglaise.

D'un autre côté, il est à prévoir que les équipements culturels et les médias anglophones continueront à surclasser les équipements et

les médias francophones de la région. Faut-il préciser toutefois qu'en ce domaine, la pauvreté des francophones est définie par rapport à la surabondance des voisins; comparée à celle des autres régions du Québec, la situation outaouaise devient sans doute plus supportable.

Quant à la minorité anglophone, selon toute vraisemblance, la Charte de la langue française ne menace en rien leur survie linguistique ou même culturelle. Il est vrai qu'elle freine le développement de ses établissements d'enseignement en le ramenant à de plus justes proportions et qu'elle s'attaque aux signes visibles de sa présence comme communauté linguistique. Est-ce suffisant pour la mettre en péril?

Devant cette conjoncture, il convient de se demander quelle minorité ou quelle majorité doit, à l'avenir, faire l'objet d'attention spéciale de la part du gouvernement québécois? La minorité anglophone qui profite des solides avantages de sa proximité avec l'Ontario? La majorité francophone qui vit quotidiennement le syndrome de minoritaire dans l'agglomération d'Ottawa-Hull? Par delà ces interrogations se pose le problème de la coexistence de deux communautés linguistiques qui, tout en vivant en harmonie, se définissent chacune un espace linguistique et culturel spécifique et original.

DANS LA MÊME COLLECTION

NOTES ET DOCUMENTS

- 1 - La cohabitation linguistique en milieu scolaire au Québec - Étude exploratoire par Édith Bédard et Claude St-Germain
- 2 - Consultation régionale - Trois-Rivières - Dossier d'information - Préparé par la Direction des études et recherches
- 3 - Les droits linguistiques du Québec et le projet fédéral de Charte canadienne des droits et libertés - Positions du Conseil de la langue française
- 4 - Qu'en est-il des inscriptions à l'école anglaise publique? - Analyse d'un mémoire de la commission des écoles protestantes du Grand Montréal par Michel Paillé
- 5 - Contribution à l'étude de la qualité de la langue des textes utilisés à l'école primaire - Recherche de Sylvie Moisan - Direction de Claude Rochette - Collaboration de Édith Bédard et Michel Amyot
- 6 - La situation linguistique dans les commissions scolaires du Québec de 1976-77 à 1979-80 - Par Claude St-Germain
- 7 - Réflexions et commentaires - Les articles à portée linguistique des projets de règlements concernant les régimes pédagogiques - Éducation préscolaire, primaire, secondaire - Par Édith Bédard
- 8 - Effets démolinguistiques de l'article 23 du projet fédéral de Charte des droits et libertés - Rapport du groupe de travail interministériel
- 9 - Les publications et les communications scientifiques - La langue utilisée par les chercheurs des Centres de recherche des universités francophones du Québec - Par Arnold Drapeau
- 10 - Réflexions sur l'opportunité de prévoir dans un document constitutionnel la protection des droits de la personne et des droits linguistiques - Par Henri Laberge
- 11 - Présence publique du Conseil de la langue française en 1980 - Par le Service des communications
- 12 - Consultation dans la région de Trois-Rivières les 3, 4 et 5 décembre 1980 - Rapport - Secrétariat du Conseil
- 13 - Conférences sur la situation de la langue française au Québec - Textes présentés lors de rencontres nationales et internationales

- 14 - Les cheminements des jeunes Québécois en milieux scolaires francophone et anglophone. - Synthèse de certaines données du projet A.S.O.P.E. - Par Louise Sylvain
- 15 - La qualité de la langue dans les domaines de l'enseignement, de l'administration, des médias et de la publicité - Inventaire des préoccupations - Par Arianne Archambault et Myriam Magnan
- 16 - Les communautés culturelles et la fonction publique québécoise - Étude réalisée par un comité interministériel
- 17 - Réflexions sur l'implantation en France du système LEXIS (États-Unis) - Par Me Stanislas Zalinski
- 18 - Consultation régionale - Cantons de l'Est - Dossier d'information
- 19 - Le statut de la langue française dans la région de l'Estrie - Résultat de sondages auprès de la population - Daniel Monnier et Gilles Sénéchal
- 20 - La francisation des entreprises - Compte rendu de la rencontre des 11, 12 et 13 février 1981 organisée par le Conseil de la langue française - Secrétariat du Conseil
- 21 - Consultation de la région de Sherbrooke les 20, 21 et 22 mai 1981 - Rapport
- 22 - Nathalie Petrovski - Prix Jules-Fournier 1981
- 23 - L'enseignement du français langue seconde, aux adultes - Par Arianne Archambault et Jean-Claude Corbeil
- 24 - L'utilisation des ouvrages didactiques en langue anglaise dans les universités et collèges francophones du Québec - Synthèse de la documentation - Par Edmond Brent
- 25 - La situation linguistique et culturelle de l'Outaouais - Par Daniel Monnier, Françoise Morin et Gilles Sénéchal
- 26 - Consultation régionale - Outaouais - Dossier d'information - Préparé par la Direction des études et recherches